JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DU MALI

TARIFS DES ABONNEMENTS

Un an 6 mois

Mali ........................................ 20 000 F 10 000 F
Afrique .................................... 35 000 F 17 500 F
Europe ..................................... 38 000 F 19 000 F
Frais d'expédition ........................ 13 000 F

TARIFS DES INSERTIONS

La ligne ........................................ 400 F
Chaque annonce répétée ...................... moitié prix
Il n'est jamais compté moins de 2 000 F pour les annonces

OBSERVATIONS

Prix au numéro de l'année courante... 500F
Prix au numéro des années précédentes... 600F
Les demandes d'abonnement et les annonces doivent être adressées au Secrétariat Général du Gouvernement-D.J.O.D.I.J
Les abonnements prendront effet à compter de la date de paiement de leur montant. Les abonnements sont payables d'avance.

SOMMAIRE

ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

DECRETS - ARRETES

17 mars 2010 décret n°10-146/P-RM portant nomination du Directeur Général de l'Hôpital Fousseyni DAOU de Kayes.............p563

décret n°10-147/P-RM portant nomination à la Direction Centrale des Services de Santé des Armées..........................p563


18 mars 2010 décret n°10-149/P-RM portant modification du décret n°01-115/PM-RM du 27 février 2001 portant création des organes d'orientation, de coordination et d'évaluation du programme de développement sanitaire et social..............................p564

décret n°10-150/P-RM portant nomination d'un Ambassadeur..........................p567

décret n°10-151/P-RM portant nomination d'un Ambassadeur..........................p568

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT
18 mars 2010 décret n°10-152/P-RM portant nomination d’un Ambassadeur……………………………………p568
décret n°10-153/P-RM portant nomination d’un Ambassadeur……………………………………p569
décret n°10-154/P-RM portant nomination au grade de Colonel……………………………………p570
décret n°10-155/P-RM portant nomination au grade de Lieutenant-colonel……………………………………p570

MINISTERE DES MINES

03 juin 2009 arrêté N°09-1282-MM-SG portant renouvellement du permis de recherche d’or et de substances minérales du groupe II cédé à la Société TICHTIT S.A……………………………………p571
arrêté N°09-1283-MM-SG portant renouvellement du permis de recherche d’or et de substances minérales du groupe II attribué à la Société AXMIN LIMITED MALI SARL à Netekoto-kériéti (Cercle de Kériéba) p572
arrêté N°09-1284-MM-SG portant renouvellement du permis de recherche d’or et de substances minérales du groupe II cédé à la Société GLEN CAR MALI SARL à Solona (Cercle de Yanfolila)……………………………………p574
arrêté N°09-1285-MM-SG portant renouvellement du permis de recherche d’or et de substances minérales du groupe II accordé à la Société BOGOE NATIONAL CORPORATION « BANCO SARL » à Fougoulé (Cercle de Kadiole)……………………………………p576
arrêté N°09-1286-MM-SG portant deuxième renouvellement du permis de recherche d’or et de substances minérales du groupe II attribué à la Société SEYAGOLD S.A……………………………………p578

05 juin 2009 arrêté N°09-1310-MM-SG portant attribution à la Société MANDE CONSTRUCTION IMMOBILIERE « MCI » d’une autorisation d’exploitation de calcaire à Hombori (Cercle de Douentza)……………………………………p580

07 juin 2009 arrêté N°09-1644-MM-SG portant attribution d’un permis de recherche d’or et des substances minérales du groupe II à la Société AFRIRESOURCES MALI S.A à Fambina (Cercle de Kériéba)……………………………………p581

MINISTERE DE LA SANTE

28 mai 2009 arrêté n°09-1217/MS/SG portant abrogation de l’Arrêté N°08-3717/MS-SC du 31 décembre 2008……………………………………p583
arrêté n°09-1218/MS/SG portant octroi de la licence d’exploitation d’une officine de Pharmacie……………………………………p583

29 mai 2009 arrêté n°09-1236/MS/SG portant octroi de la licence d’exploitation d’un Laboratoire d’Analyses Biomédicales……………………………………p584
arrêté n°09-1237/MS/SG portant octroi de la licence d’exploitation d’un établissement d’importation et de vente en gros de produits pharmaceutiques……………………………………p584

04 juin 2009 arrêté n°09-1301/MS/SG portant octroi de la licence d’exploitation d’une officine Pharmacie……………………………………p585
arrêté n°09-1302/MS/SG portant octroi de la licence d’exploitation d’un établissement d’importation et de vente en gros de produits pharmaceutiques……………………………………p586

12 juin 2009 arrêté n°09-1401/MS/SG portant octroi de la licence d’exploitation d’une Clinique Médicale……………………………………p587
arrêté n°09-1402/MS/SG portant octroi de la licence d’exploitation d’un Cabinet Médical……………………………………p587
arrêté n°09-1403/MS/SG portant octroi de la licence d’exploitation d’une Clinique Médicale……………………………………p588

MINISTERE DE L’ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DES COLLECTIVITES LOCALES

02 juin 2009 arrêté n°09-1269/MATCL/SG fixant l’organisation et les modalités de fonctionnement de la Cellule d’Appui à la Déconcentration – Décentralisation de l’Administration Territoriale et des Collectivités Locales……………………………………p589

CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL

19 janvier 2010 Décision N°01/P-CESC fixant la date d’ouverture de la 1ère session ordinaire de la 4ème mandature du Conseil Economique, Social et Culturel……………………………………p590
Décision N°02/P-CESC fixant la date de clôture de la 1ère session ordinaire de la 4ème mandature du Conseil Economique, Social et Culturel……………………………………p590
COMITE DE REGULATION DES TELECOMMUNICATIONS

25 mars 2010 Décision N°10-023/MCNT-CRT portant attribution de blocs de fréquences dans la bande de 2.3g.

Annonces et Communications

Vu le Décret N°09-221/P-RM du 11 mai 2009 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES

DECRÈTE :

ARTICLE 1° : Monsieur Niara BENGALY, Médecin, N°Mle 448.11-M, est nommé Directeur Général de l'Hôpital Fousseyni DAOU de Kayes.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 17 mars 2010

Le Président de la République, Amadou Toumani TOURE

Le Premier ministre, Modibo SIDIBE

Le Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Ministre de la Santé par intérim, Madame MAIGA Sina DAMBA

Le Ministre de l'Economie et des Finances, Sanoussi TOURE

DECRÊTE :

ARTICLE 1° : Le Médecin Commandant Abderrahmane MAIGA est nommé Sous Directeur Scientifique et Technique à la Direction Centrale des Services de Santé Armées.
ARTICLE 2 : Le présent décret qui abroge les dispositions du Décret N°08-332/P-RM du 10 juin 2008 en tant qu’elles portent nomination du Commandant Jacob THERA, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 17 mars 2010

Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURE

-----------------------------

DECRET N°10-148/P-RM DU 18 MARS 2010 PORTANT NOMINATION DU CHEF DU SERVICE INFORMATIQUE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES AU CABINET DU PREMIER MINISTRE

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;
Vu le Décret N°05-503/P-RM du 14 novembre 2005 fixant les taux des indemnités et primes accordées à certains personnels de la Primature ;
Vu le Décret N°08-083/PM-RM du 15 février 2008 fixant l’organisation de la Primature ;
Vu le Décret N°07-380/P-RM du 28 septembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret N°09-157/P-RM du 9 avril 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;

DECRETE :


ARTICLE 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 18 mars 2010

Le Premier ministre,
Modibo SIDIBE
Le Ministre de l’Economie et des Finances,
Sanoussi TOURE

-----------------------------

DECRET N°10-149/P-RM DU 18 MARS 2010 PORTANT MODIFICATION DU DECRET N°01-115/P-RM DU 27 FEVRIER 2001 PORTANT CREATION DES ORGANES D’ORIENTATION, DE COORDINATION ET D’EVALUATION DU PROGRAMME DE Developpement Sanitaire et Social

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;
Vu le Décret N°01-115/P-RM du 27 février 2001 portant création des organes d’orientation, de coordination et d’évaluation du programme de développement sanitaire et social ;
Vu le Décret N°07-380/P-RM du 28 septembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret N°09-157/P-RM du 9 avril 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;
Vu le Décret N°09-221/P-RM du 11 mai 2009 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

DECRETE :

ARTICLE 1° : Les articles 3, 8, 13 et 18 du Décret N°01-115/P-RM du 27 février 2001 susvisé sont modifiés ainsi qu’il suit :

« ARTICLE 3 nouveau : Le Comité de Suivi est composé ainsi qu’il suit :

Présidents : Les Ministres chargés de la Santé, du Développement Social et de la Famille ;

1° Vice-président : Un représentant des partenaires au Développement ;

2° Vice-président : Un représentant de la société civile :
Membres :
- le représentant du Ministre chargé des Finances ;
- le représentant du Ministre chargé des Affaires Etrangères ;
- le représentant du Ministre chargé de l’Éducation ;
- le représentant du Ministre chargé de la Promotion de la Femme, de l’Enfant et de la Famille ;
- le représentant du Ministre chargé de l’Administration Territoriale ;
- le représentant du Ministre chargé de l’Environnement ;
- le représentant du Ministre chargé de l’Énergie ;
- le représentant du Ministre chargé de la Jeunesse ;
- le représentant du Ministre chargé de la Communication ;
- un représentant du Conseil Économique Social et Culturel ;
- un représentant du Haut Conseil des Collectivités Territoriales ;
- les Directeurs des services centraux et rattachés du Ministère de la Santé ;
- les Directeurs des services centraux et rattachés du Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Ageées ;

...
les Directeurs des services centraux et rattachés du Ministère de la Promotion de la Femme, de l’Enfant et de la Famille ;
un représentant par organisme personnalisé du Ministère de la Promotion de la Femme, de l’Enfant et de la Famille ;
un représentant par organisme personnalisé du Ministère de la Santé ;
un représentant par organisme personnalisé du Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées ;
Le Directeur Général de l’Usine Malienne de Produits Pharmaceutiques ;
un représentant du Conseil National des Personnes Agées ;
le Directeur Général de la Pharmacie Populaire du Mali ;
les représentants des Partenaires au Développement ;
un représentant du Groupe Pivot/Santé Population ;
un représentant du Groupe Pivot/ Développement Social ;
un représentant de la Fédération Malienne des Associations des Personnes Handicapées ;
un représentant par Ordre Professionnel de la Santé ;
un représentant par Syndicat ;
le Coordonnateur du Programme National de Rédaptation à base communautaire ;
un représentant de l’Union Technique de la Mutualité ;
un représentant de l’Association des Assistants Médicaux et des Infirmiers ;
un représentant de l’Association des Médecins Libéraux ;
un représentant de l’Association des Sages Femmes du Mali ;
le Secrétaire Exécutif du Haut Conseil de Lutte contre le VIH Sida ou son représentant ;
deux représentantes des Coordinations des Associations et ONG féminine ;
deux représentants des sociétés savantes de la Santé ;
un représentant des écoles privées de formation en sciences de la santé ;
un représentant de la Fédération Nationale des Associations de Santé Communautaire (FENASCOM) ;
un représentant de la Fédération Malienne des Thérapeutes et Herboristes ;
un représentant de l’Association Malienne des Travailleurs Sociaux (AMTS) ;
un représentant du Conseil National de la Famille ;
un représentant du Conseil National du Tutorat ;
un représentant de l’Association Malienne des Economistes de la Santé ;
un représentant du Conseil National de la Jeunesse. »

« ARTICLE 8 nouveau : Le Comité Technique est composé ainsi qu’il suit :

Présidents : les Secrétaires Généraux des ministères chargés de la Santé, du Développement Social et de la Famille.

Membres :

les Conseillers Techniques et les Chargés de Mission des ministères chargés de la Santé, du Développement Social et de la Promotion de la Femme ;
le Directeur National de la Santé ;
le Directeur National du Développement Social ;
le Directeur National de la Protection Sociale et de l’Economie Solidaire ;
le Directeur National de l’Observatoire Humain Durable ;
le Directeur de la Pharmacie et du Médicament ;
le Directeur National de la Promotion de la Femme ;
le Directeur National de la Promotion de l’Enfant et de la Famille ;
le Directeur du Programme National de Lutte contre le Paludisme ;
les Directeurs des Ressources Humaines et des Finances et du Matériel des ministères chargés de la Santé, du Développement Social et de la Promotion de la Femme ;
le Directeur de la Cellule de Planification et de Statistique des Ministères chargés de la Santé, du Développement Social et de la Promotion de la Femme ;
le Directeur de la Cellule d’exécution du Programme de Renforcement des Infrastructures Sanitaires ;
le Directeur de l’Agence Nationale d’Evaluation des Hôpitaux ;
le Chef de la Cellule de Décentralisation et de Déconcentration ;
les Directeurs Régionaux de la Santé, du Développement Social et de la Promotion de la Femme ;
un représentant du Secrétariat Exécutif du Haut Conseil de Lutte contre le VIH/ SIDA ;
les Représentants des Partenaires Techniques et Financiers ;
la Fédération Nationale des Associations de Santé Communautaire (FENASCOM) ;
un représentant de l’Union Technique de la mutualité ;
les représentants des Cellules Sectorielles de Lutte contre le VIH/SIDA des ministères chargés du Développement Social et de la Promotion de la Femme.

« ARTICLE 13 nouveau : Le CROCEP est composé ainsi qu'il suit :

Président : le représentant de l'Etat au niveau de la Région et du District de Bamako ;

Membres :
- le Président de l'Assemblée Régionale ;
- les Préfets des Cercles de la Région ;
- les Présidents des Conseils de Cercle de la Région ;
- les Maires du District et des Communes de Bamako ;
- le Directeur Régional du Développement Social et de l'Économie Solidaire ;
- le Directeur Régional de la Santé ;
- le Directeur Régional du Budget ;
- le Trésorier Payeur Régional ;
- trois représentants des Établissements Hospitaliers ;
- un représentant de la Direction Régionale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances ;
- un représentant de la Direction Régionale de l'Hydraulique ;
- un représentant de la Direction Régionale de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- un représentant de la Direction du Magasin Régional de la Pharmacie Populaire du Mali ;
- le Médecin de l'INPS ;
- le Médecin de la Garsonn Militaire ;
- le chargé de la Planification de la Direction Régionale de la Santé ;
- les chefs de Divisions des Directions Régionales de la Santé ;
- les chefs de Divisions des Directions Régionales du développement Social et de l'Économie Solidaire ;
- les Médecins Chefs du District Sanitaire de Cercle ou de Commune du district de Bamako ;
- les Chefs des services du Développement Social et de l'Économie Solidaire des Cercles et des Communes du District de Bamako ;
- un représentant des structures sanitaires privées et confessionnelles de la Région ou de District de Bamako ;
- un représentant par ordre régional de la Santé ;
- les Conseillers des partenaires bilatéraux, multilatéraux et internationaux présents dans la région et dans le District de Bamako ;
- les représentants des organisations non gouvernementales des secteurs de la Santé et de l'action sociale ;
- un représentant par syndicat des secteurs de la Santé et de l'action sociale ;
- un représentant du Conseil Régional des Personnes Âgées ;
- un représentant Bureau Régional de la Fédération des Personnes Handicapées ;
- un représentant du Bureau Régional de l'Association des Sages Femmes du Mali ;
- un représentant du Conseil Régional de Lutte contre le VIH Sida ;
- une représentante des Coordinations des associations et ONG féminine au niveau régional ;
- deux représentants de la Fédération Régionale des Associations de Santé Communautaire (FERASCOM) ;
- un représentant de l'Association Malienne des Travailleurs Sociaux (AMTS) ;
- un représentant de l'Association des Médecins Libéraux ;
- un représentant de l'Associations des Assistants Médicaux et Infirmiers ;
- un représentant des Ecoles privées de formation en sciences de la Santé ;
- un représentant de la Fédération régionale des thérapeutes ;
- un représentant de l'Union Technique des Mutualités. »

« ARTICLE 18 nouveau : Le Conseil de Gestion est composé ainsi qu'il suit :


Membres :
- les Maires des communes concernées du cercle ;
- le Médecin Chef du District Sanitaire de Cercle ou de la Commune du District de Bamako ;
- le Chef du Service du Développement Social et de l'Économie Solidaire de Cercle ou de la Commune du District de Bamako ;
- le Perceuteur ;
un délégué de la Fédération Locale des Associations de Santé Communautaire ;
- les représentants des Associations Non Gouvernementales et partenaires au développement des secteurs de la santé et de l’action sociale intervenant dans le Cercle ;
- un représentant des formations socio-sanitaires privées ou confessionnelles ;
- un représentant par section locale des syndicats de la santé et de l’action sociale ;
- Un représentant du conseil local des personnes âgées du Cercle ou de la Commune du District de Bamako ;
- une représentante des Associations et ONG féminines ;
- deux représentants par Associations de Santé Communautaire (ASACO) ;
- un représentant du Bureau Local de l’Association des Sages Femmes ;
- un représentant du Conseil Local de Lutte contre le VIH SIDA ;
- un représentant de l’Association Malienne des Travailleurs Sociaux (AMTS) ;
- un représentant de l’Association des Médecins Libéraux ;
- un représentant de l’Associations des Assistants Médicaux et Infirmiers ;
- un représentant des Ecoles privées de formation en sciences de la Santé ;
- un représentant de la Fédération des thérapeutes et herboristes ;
- un représentant de l’Union Technique des Mutualités ;
- un représentant des Pharmaciens ;
- un représentant de la Fédération Locale des Associations des Personnes Handicapées ;
- le Directeur Régional de la Santé ;
- le Directeur Régional du Développement Social et de l’Economie Solidaire ;
- le Directeur Régional de la Promotion de la Femme, de l’Enfant et de la Famille. »

ARTICLE 2 : Le ministre de la Santé, le ministre du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées, le ministre de la Promotion de la Femme, de l’Enfant et de la Famille, le ministre de l’Administration Territoriale et des Collectivités Locales, le ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale et le ministre de l’Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 18 mars 2010

Le Premier ministre,
Modibo SIDIBE

Le ministre de la Santé,
Oumar Ibrahim TOURE
Le ministre de l’Administration Territoriale et des Collectivités Locales,
Général Kafougouna KONE
Le ministre du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées,
Sékou DIACKITE
Le ministre de l’Economie et des Finances,
Sanoussi TOURE
Le ministre des Maliens de l’Extérieur et de l’Intégration Africaine,
Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale par intérim,
Badara Aliou MACALOU
Le ministre de la Promotion de la Femme, de l’Enfant et de la Famille,
Madame MAIGA Sina DAMBA

DECRET N°10-150/P-RM DU 18 MARS 2010
PORTANT NOMINATION D’UN AMBASSADEUR

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l’organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N° 02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu la Loi N°05-039 du 27 juillet 2005 fixant les indices spéciaux de traitement des personnels occupant certains emplois dans les Missions Diplomatiques et Consulaires ;

Vu le Décret N°09-445/P-RM du 10 septembre 2009 portant répartition des postes Diplomatiques et Consulaires de la République du Mali ;

Vu le Décret N°04-097/P-RM du 31 mars 2004 fixant les attributions des membres du personnel Diplomatique et Consulaire ;
Vu le Décret N°05-464/P-RM du 17 octobre 2005 modifié, fixant la valeur du point d'indice de traitement des personnels occupant certains emplois dans les missions Diplomatiques et Consulaires ainsi que leurs primes et indemnités ;

Vu le Décret N°07-380/P-RM du 28 septembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°09-157/P-RM du 9 avril 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°09-221/P-RM du 11 mai 2009 fixant les intérêts des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRÉTE :

ARTICLE 1° : Monsieur Mamadou TRAORE, ingénieur, est nommé Ambassadeur auprès des États-Unis d'Amérique, des États-Unis du Mexique, de la République Fédérative du Brésil, de la République d'Argentine, de la République du Chili, de la République de l'Uruguay et de la République de Bolivie avec résidence à Washington.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 18 mars 2010

Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURÉ
Le Premier ministre,
Modibo SIDIBE
Le Ministre des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine,
Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, par intérim,
Badara Aliou MACALOU
Le Ministre de l'Économie et des Finances,
Sanoussi TOURE

DECRET N°10-151/P-RM DU 18 MARS 2010 PORTANT NOMINATION D'UN AMBASSADEUR

LE PRÉSIDENT DE LA RéPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N° 02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu la Loi N°05-039 du 27 juillet 2005 fixant les indices spéciaux de traitement des personnels occupant certains emplois dans les Missions Diplomatiques et Consulaires ;

Vu le Décret N°09-445/P-RM du 10 septembre 2009 portant répartition des postes Diplomatiques et Consulaires de la République du Mali ;

Vu le Décret N°04-097/P-RM du 31 mars 2004 fixant les attributions des membres du personnel Diplomatique et Consulaire ;

Vu le Décret N°05-464/P-RM du 17 octobre 2005 modifié, fixant la valeur du point d'indice de traitement des personnels occupant certains emplois dans les missions Diplomatiques et Consulaires ainsi que leurs primes et indemnités ;

Vu le Décret N°07-380/P-RM du 28 septembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°09-157/P-RM du 9 avril 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°09-221/P-RM du 11 mai 2009 fixant les intérêts des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRÉTE :


ARTICLE 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 18 mars 2010

Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURÉ
Le Premier ministre,
Modibo SIDIBE
Le Ministre des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine,
Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, par intérim,
Badara Aliou MACALOU
Le Ministre de l'Économie et des Finances,
Sanoussi TOURE

DECRET N°10-152/P-RM DU 18 MARS 2010 PORTANT NOMINATION D'UN AMBASSADEUR

LE PRÉSIDENT DE LA RéPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N° 02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu la Loi N°05-039 du 27 juillet 2005 fixant les indices spéciaux de traitement des personnels occupant certains emplois dans les Missions Diplomatiques et Consulaires ;

Vu le Décret N°09-445/P-RM du 10 septembre 2009 portant répartition des postes Diplomatiques et Consulaires de la République du Mali ;

Vu le Décret N°04-097/P-RM du 31 mars 2004 fixant les attributions des membres du personnel Diplomatique et Consulaire ;

Vu le Décret N°05-464/P-RM du 17 octobre 2005 modifié, fixant la valeur du point d'indice de traitement des personnels occupant certains emplois dans les missions Diplomatiques et Consulaires ainsi que leurs primes et indemnités ;

Vu le Décret N°07-380/P-RM du 28 septembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°09-157/P-RM du 9 avril 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°09-221/P-RM du 11 mai 2009 fixant les intérêts des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1er : Monsieur Amadou TOURE, N°Mle 394.60-T, Conseiller des Affaires Etrangères, est nommé Ambassadeur auprès de la Grande Jamahiria Arabie Libyenne Populaire et Socialiste, de la République de Malte et de la République du Tchad avec résidence à Tripoli.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 18 mars 2010

Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURE

Le Premier ministre,
Modibo SIDIBE
Le Ministre des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine,
Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale par intérim,
Badara Aliou MACALOU
Le Ministre de l'Économie et des Finances,
Sanoussi TOURE

DECRET N°10-153/P-RM DU 18 MARS 2010 PORTANT NOMINATION D'UN AMBASSADEUR

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N° 02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu la Loi N°05-039 du 27 juillet 2005 fixant les indices spéciaux de traitement des personnels occupant certains emplois dans les Missions Diplomatiques et Consulaires ;

Vu le Décret N°09-445/P-RM du 10 septembre 2009 portant répartition des postes Diplomatiques et Consulaires de la République du Mali ;

Vu le Décret N°04-097/P-RM du 31 mars 2004 fixant les attributions des membres du personnel Diplomatique et Consulaire ;

Vu le Décret N°05-464/P-RM du 17 octobre 2005 modifié, fixant la valeur du point d'indice de traitement des personnels occupant certains emplois dans les missions Diplomatiques et Consulaires ainsi que leurs primes et indemnités ;

Vu le Décret N°07-380/P-RM du 28 septembre 2007 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°09-157/P-RM du 9 avril 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°09-221/P-RM du 11 mai 2009 fixant les intérêts des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1er : Monsieur Boubacar Karamoko COULIBALY, Avocat, est nommé Ambassadeur auprès de la République Algérienne Démocratique et Populaire avec résidence à Alger.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 18 mars 2010

Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURE

Le Premier ministre,
Modibo SIDIBE
Le Ministre des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine,
Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale par intérim,
Badara Aliou MACALOU
Le Ministre de l'Économie et des Finances,
Sanoussi TOURE
DECRET N° 10-154/P-RM DU 18 MARS 2010 PORTANT NOMINATION AU GRÄDE DE COLONEL

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi N°02-055 du 16 décembre 2002 portant statut général des militaires ;
Vu le Décret N°98-266/P-RM du 21 août 1998 modifié, fixant les conditions d’avancement des officiers d’active des forces armées ;

DECRETE :

ARTICLE 1° : Les officiers dont les noms suivent, sont nommés au grade de COLONEL, à compter du 1er Avril 2010 :

ARMEE DE TERRE :

Infanterie :
- Lieutenant-colonel Kalifa SOGODOGO
- Lieutenant-colonel Maouloud Ould MAHMOUD ABDALLAH

Artillerie :
- Lieutenant-colonel Mohamed Ould SIDI HAMED

Administration :
- Lieutenant-colonel Amadou Moussa DIALLO

ARMEE DE L’AIR :

- Lieutenant-colonel Idrissa TRAORE
- Lieutenant-colonel Zangapiré CISSE
- Lieutenant-colonel Dramane TRAORE

GARDE NATIONALE DU MALI :

- Lieutenant-colonel Moussa DIAWARA

DIRECTION GENERALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE :

- Lieutenant-colonel Diby TRAORE

DIRECTION DU GENIE MILITAIRE :

- Lieutenant-colonel Demba DIALLO

DIRECTION DES TRANSMISSIONS ET DES TELECOMMUNICATIONS DES ARMEES :

- Lieutenant-colonel Lassana DOUMBIA

ARTICLE 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 18 mars 2010

Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURE

DECRET N° 10-155/P-RM DU 18 MARS 2010 PORTANT NOMINATION AU GRÄDE DE LIEUTENANT-COLONEL

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi N°02-055 du 16 décembre 2002 portant statut général des militaires ;
Vu le Décret N°98-266/P-RM du 21 août 1998 modifié, fixant les conditions d’avancement des officiers d’active des forces armées ;

DECRETE :

ARTICLE 1° : Les officiers dont les noms suivent, sont nommés au grade de LIEUTENANT-COLONEL, à compter du 1er Avril 2010 :

ARMEE DE TERRE :

Infanterie :
- Commandant Daoud Aly MOHAMMEDINE
- Commandant Faguimba KEITA
- Commandant Mahamoud SANOGO
- Commandant Oumar DIARRA
- Commandant Bouna Ag ATTAYOUB

Artillerie :
- Commandant Mamadou KEITA

Administration :
- Commandant El Hadj Moussa DIKITE

ARMEE DE L’AIR :

- Commandant Bakary Bocar MAIGA
- Commandant Amadou Aliou TRAORE
- Commandant Idrissa DOUMBIA

DIRECTION GENERALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE :

- Chef d’Escadron Moussa THERA
- Chef d’Escadron Abdoulaye KEITA
- Chef d’Escadron Sayou Kallé TRAORE

DIRECTION DU GENIE MILITAIRE :

- Commandant Ousmane DEMBELE
- Commandant Amadou Abdoulaye GUINDO

DIRECTION CENTRALE DES SERVICES DE SANTE DES ARMÉES :

- Commandant Ibrahim Namaké TOURE
- Commandant Nayara SANOU

ARTICLE 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 18 mars 2010

Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURE
ARRETE N°09-1282/MM-SG DU 03 JUIN 2009 PERTANT RENOUVELLEMENT DU PERMIS DE RECHERCHE D'OR ET DE SUBSTANCES MINERALES DU GROUPE II CEDE A LA SOCIETE TICHITT SA.

LE MINISTERE DES MINES,

Vu la Constitution ;
Vu le Décret n°99-255/P-RM du 15 septembre 1999 fixant les modalités d'application de l'Ordonnance N°99-032/P-RM du 19 août 1999 ;
Vu le Décret N°09-157/P-RM du 09 avril 2009 portant nomination des membres du Gouvernement.

Vu la demande en date du 30 octobre 2008 de Colonel Oumar DIALLO, en sa qualité de Président Directeur Général de la Société ;
Vu le récépissé de versement N°08-00262/DDEL du 05 novembre 2008 du droit fixe de renouvellement d'un permis de recherche ;

ARRETE :

ARTICLE 1er : Le permis de recherche d'or et de substances minérales du groupe 2 attribué à la Société Diamweyi Mining Company SARL par Arrêté N°04-2330/MMEE-SG du 12 novembre 2004 puis cédé à la Société TICHITT SA par l'Arrêté N°05-1789/MMEE-SG du 28 juillet 2005 est renouvelé selon les conditions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 2 : Le périmètre du permis de recherche est défini de la façon suivante et inscrit sur le registre de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines sous le numéro : PR 04/222 I Bis PERMIS DE RECHERCHE DE DIABANI (CERCLE DE KANGABA).

Coordonnées du périmètre

Point A : Intersection du parallèle 11°46’57” Nord avec le méridien 8°43’30” Ouest
Du point A au point B suivant le parallèle 11°46’57” Nord ;

Point B : Intersection du parallèle 11°46’57” Nord avec le méridien 8°41’47” Ouest
Du point B au point C suivant le méridien 8°41’47” Ouest ;

Point C : Intersection du parallèle 11°46’12” Nord avec le méridien 8°41’47” Ouest
Du point C au point D suivant le parallèle 11°46’12” Nord ;

Point D : Intersection du parallèle 11°46’12” Nord avec le méridien 8°41’6” Ouest
Du point D au point E suivant le méridien 8°41’6” Ouest ;

Point E : Intersection du parallèle 11°45’1” Nord avec le méridien 8°41’6” Ouest
Du point E au point F suivant le parallèle 11°45’1” Nord ;

Point F : Intersection du parallèle 11°43’57” Nord avec le méridien 8°42’14” Ouest
Du point F au point G suivant le méridien 8°42’14” Ouest ;

Point G : Intersection du parallèle 11°43’57” Nord avec le méridien 8°42’14” Ouest
Du point G au point H suivant le parallèle 11°43’57” Nord ;

Point H : Intersection du parallèle 11°43’57” Nord avec le méridien 8°43’30” Ouest
Du point H au point A suivant le méridien 8°43’30” Ouest ;

Superficie : 18,28 Km²

ARTICLE 3 : La durée de ce permis est de trois (3) ans, renouvelable une fois.

ARTICLE 4 : En cas de découverte de gisement économiquement exploitable au cours de la validité du présent permis, le Gouvernement s'engage à octroyer au titulaire un permis d'exploitation à l'intérieur du périmètre couvert par ce permis.

ARTICLE 5 : La Société TICHITT SA est tenue de présenter au Directeur National de la Géologie et des Mines :

1. dans le mois qui suit l'octroi du permis, le programme de travail actualisé et le budget y afférent ;
2. avant le premier décembre de chaque année, le programme de travaux de l'année suivante et les dépenses y afférentes ;
3. les rapports périodiques suivants :

   (i) dans la 1ère quinzaine de chaque trimestre, un rapport trimestriel établissant de façon succincte son activité au cours du trimestre précédent ;
   (ii) dans le 1er trimestre de chaque année, un rapport annuel exposant de façon détaillée les activités et les résultats obtenus au cours de l'année précédente.

Chaque rapport doit contenir toutes les données, observations et mesures recueillies sur le terrain, les descriptions de la manière dont elles ont été recueillies et les interprétations y relatives.
Le rapport trimestriel traite du résumé des travaux et des résultats obtenus et comporte :
- la situation et le plan de positionnement des travaux programmés et ceux exécutés avec leurs coordonnées ;
- la description sommaire des travaux avec indication du volume par nature des travaux, observations de terrain avec coordonnées des points d’observations et différentes mesures effectuées ;
- les éléments statistiques des travaux ;
- les résultats obtenus et si possible l’ébauche des interprétations ;
- les dépenses discriminées du coût des travaux.

Le rapport annuel traite en détail de :
- la situation et le plan de positionnement des travaux effectivement réalisés ;
- la description des travaux avec les renseignements suivants :

Pour les sondages et puits : logs et numéro de sondage ou de puits, nom du site, coordonnées, direction par rapport au Nord astronomique, inclinaison, longueur, plan et coupe verticale (profil), taux de récupération des carottes ;

Pour les tranchées : dimensions, logs, méthodes de prélèvement des échantillons ;

Pour les indices, gisements et placers : nom, coordonnées du centre, encaissant avec direction structurale des couches, direction de son grand axe d’allongement, dimensions et forme (pendage s’il s’agit de filon), type de gisement, sa structure, les réserves avec catégorisation, paramètres et méthode de calcul du tonnage ;

Pour les levés géologiques : carte de positionnement des affleurements visités, description lithologique, observations structurales recueillies, minéralisations observées avec indication des coordonnées géographiques ;

Pour les levés géochimiques : carte de positionnement des points de prélèvement, maille et profondeur de prélèvement des échantillons, méthode de traitement des échantillons, résultats des analyses et interprétations des résultats.

Les données géochimiques doivent être fournies sur disquette dans une base de données ACCESS, Dbase ou compatible ;

Pour les levés géophysiques : méthode utilisée, maille et nombre de points de mesure, résultats et interprétations des données.

Les données géophysiques magnétiques doivent être fournies sur disquette CD-ROM.

Les données brutes et les dépenses discriminées du coût des travaux doivent être annexées au rapport.

ARTICLE 6 : Dans le cas où la Société TICHITT SA passerait un contrat d’exécution avec des tiers, le Gérant devra aviser officiellement la Direction Nationale de la Géologie et des Mines.

ARTICLE 7 : Ce permis est soumis aux obligations de la loi minière en vigueur et aux dispositions de la Convention d’établissement établie entre la République du Mali et la Société TICHITT SA qui ne seraient pas contraires à ladite loi.

ARTICLE 8 : Ce permis est accordé sous réserve de l’exactitude des déclarations et renseignements fournis par la Société TICHITT SA et des droits miniers antérieurement accordés, sauf erreur de cartes.


ARTICLE 10 : Le Directeur National de la Géologie et des Mines est chargé de l’application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 03 juin 2009

Le Ministre des Mines
Abou-Bakar TRAORE

ARRETE N°09-1283/MM-SG DU 03 JUIN 2009 PORTANT RENOUVELLEMENT DU PERMIS DE RECHERCHE D’OR ET DE Substance MINERALES DU GROUPE II ATTRIBUE A LA SOCIETE AXMIN LIMITED MALI SARL A NETEKO-KENIETI (CERCLE KENIENBA).

LE MINISTRE DES MINES,

Vu la Constitution ;
Vu l’Ordonnance n°99-032/P-RM du 19 août 1999 portant Code minier en République du Mali, modifiée par l’Ordonnance N°00-013/P-RM du 10 février 2000 ;

Vu le Décret n°99-255/P-RM du 15 septembre 1999 fixant les modalités d’application de l’Ordonnance N°99-032/P-RM du 19 août 1999 ;

Vu le Décret N°09-157/P-RM du 09 avril 2009 portant nomination des membres du Gouvernement.
Vu l’Arrêté N°04-0906/MMEE-SG du 19 avril 2004 portant attribution à la Société AXMIN LIMITED MALI SARL d’un permis de recherche d’or de substances minérales du groupe 2 à Nétokoto-kénieti, (Cercle Kényéba, Région de Kayes) ;

Vu la demande de renouvellement en date du 19 septembre 2007 de Monsieur Boubacar THERA, en sa qualité de Directeur Général de la Société ;

Vu le récépissé de versement N°07-00122/DEL du 08 octobre 2007 du droit fixe de renouvellement d’un permis de recherche ;

ARRETE :

ARTICLE 1° : Le permis de recherche d’or et de substances minérales du groupe 2 cédé à la Société AXMIN LIMITED MALI SARL, par Arrêté N°04-0906/MMEE-SG du 19 avril 2004 est renouvelé selon les conditions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 2 : Le périmètre du permis de recherche est défini de la façon suivante et inscrit sur le registre de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines sous le numéro : PR 04/195 1 Bis PERMIS DE RECHERCHE DE NETEKOTO-KENIETI (CERCLE DE KENIEBA).

Coordonnées du périmètre

Point A : Intersection du parallèle 13°19’00” Nord avec le méridien 11°22’03” Ouest
Du point A au point B suivant le parallèle 13°19’00” Nord ;

Point B : Intersection du parallèle 13°19’00” Nord avec le méridien 11°20’11” Ouest
Du point B au point C suivant le méridien 11°20’11” Ouest ;

Point C : Intersection du parallèle 13°18’15” Nord avec le méridien 11°20’11” Ouest
Du point C au point D suivant le parallèle 13°18’15” Nord ;

Point D : Intersection du parallèle 13°18’15” Nord avec le méridien 11°17’27” Ouest
Du point D au point E suivant le méridien 11°17’27” Ouest ;

Point E : Intersection du parallèle 13°14’54” Nord avec le méridien 11°17’27” Ouest
Du point E au point F suivant le parallèle 13°14’54” Nord ;

Point F : Intersection du parallèle 13°14’54” Ouest avec le méridien 11°20’04” Ouest
Du point F au point G suivant le méridien 11°20’04” Ouest ;

Point G : Intersection du parallèle 13°16’10” Nord avec le méridien 11°20’04” Ouest
Du point G au point H suivant le parallèle 13°16’10” Nord ;

Point H : Intersection du parallèle 13°16’10” Ouest avec le méridien 11°22’03” Ouest
Du point H au point A suivant le méridien 11°22’03” Ouest ;

Superficie : 44.25 Km²

ARTICLE 3 : La durée de ce permis est de trois (3) ans, renouvelable une fois.

ARTICLE 4 : En cas de découverte de gisement économiquement exploitable au cours de la validité du présent permis, le Gouvernement s’engage à octroyer au titulaire un permis d’exploitation à l’intérieur du périmètre couvert par ce permis.

ARTICLE 5 : La SOCIETE AXMIN LIMITED MALI SARL est tenue de présenter au Directeur National de la Géologie et des Mines :

1. dans le mois qui suit l’octroi du permis, le programme de travail actualisé et le budget y afférent ;
2. avant le premier décembre de chaque année, le programme de travaux de l’année suivante et les dépenses y afférentes ;
3. les rapports périodiques suivants :
   (i) dans la 1ère quinzaine de chaque de trimestre, un rapport trimestriel établissant de façon succinte son activité au cours du trimestre précédent ;
   (ii) dans le 1er trimestre de chaque année, un rapport annuel exposant de façon détaillée les activités et les résultats obtenus au cours de l’année précédente.

Chaque rapport doit contenir toutes les données, observations et mesures recueillies sur le terrain, les descriptions de la manière dont elles ont été recueillies et les interprétations y relatives.

Le rapport trimestriel traite du résumé des travaux et des résultats obtenus et comporte :

- la situation et le plan de positionnement des travaux programmés et ceux exécutés avec leurs coordonnées ;
- la description sommaire des travaux avec indication du volume par nature des travaux, observations de terrain avec coordonnées des points d’observations et différentes mesures effectuées ;
- les éléments statistiques des travaux ;
les résultats obtenus et si possible l’ébauche des interprétations ;
les dépenses discriminées du coût des travaux.

Le rapport annuel traite en détail de :

- la situation et le plan de positionnement des travaux effectivement réalisés ;
- la description des travaux avec les renseignements suivants :

Pour les sondages et puits : logs et numéro de sondage ou de puits, nom du site, coordonnées, direction par rapport au Nord astronomique, inclinaison, longueur, plan et coupe verticale (profil), taux de récupération des carottes ;

Pour les tranchées : dimensions, logs, méthodes de prélèvement des échantillons ;

Pour les indices, gisements et placers : nom, coordonnées du centre, encaissant avec direction structurale des couches, direction de son grand axe d’allongement, dimensions et forme (pendage s’il s’agit de filon), type de gisement, sa structure, les réserves avec catégorisation, paramètres et méthode de calcul du tonnage ;

Pour les levés géologiques : carte de positionnement des affleurements visités, description lithologique, observations structurales recueillies, minéralisations observées avec indication des coordonnées géographiques ;

Pour les levés géochimiques : carte de positionnement des points de prélèvement, maille et profondeur de prélèvement des échantillons, méthode de traitement des échantillons, résultats des analyses et interprétations des résultats.

Les données géochimiques doivent être fournies sur disquette dans une base de données ACCESS, Dbase ou compatible ;

Pour les levés géophysiques : méthode utilisée, maille et nombre de points de mesure, résultats et interprétations des données.


ARTICLE 6 : Dans le cas où la SOCIETE AXMIN LIMITED MALI SARL passerait un contrat d’exécution avec des tiers, le Gérant devra aviser officiellement la Direction Nationale de la Géologie et des Mines.

ARTICLE 7 : Ce permis est soumis aux obligations de la loi ministre en vigueur et aux dispositions de la Convention d’établissement établie entre la République du Mali et la Société SOCIETE AXMIN LIMITED MALI SARL qui ne seraient pas contraires à ladite loi.

ARTICLE 8 : Ce permis est accordé sous réserve de l’exactitude des déclarations et renseignements fournis par la SOCIETE AXMIN LIMITED MALI SARL et des droits miniers antérieurement accordés, sauf erreur de cartes.


ARTICLE 10 : Le Directeur National de la Géologie et des Mines est chargé de l’application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 03 juin 2009

Le Ministre des Mines
Abou-Bakar TRAORE

ARRETE N°09-1284/MM-SG DU 03 JUIN 2009 PORTANT RENOUVELLEMENT DU PERMIS DE RECHERCHE D’OR ET DE SUBSTANCES MINERALES DU GROUPE II CEDE A LA SOCIETE GLENCAR MALI SARL A SOLONA (CERCLE YANFOLILA).

LE MINISTRE DES MINES,

Vu la Constitution ;
Vu l’Ordonnance n°99-032/P-RM du 19 août 1999 portant Code minier en République du Mali, modifiée par l’Ordonnance N°00-013/P-RM du 10 février 2000 ;

Vu le Décret n°99-255/P-RM du 15 septembre 1999 fixant les modalités d’application de l’Ordonnance N°99-032/P-RM du 19 août 1999 ;

Vu le Décret N°09-157/P-RM du 09 avril 2009 portant nomination des membres du Gouvernement.

Vu l’Arrêté N°05-1535/MMEE-SG du 16 juin 2005 portant attribution à la Société Africa Resources SARL d’un permis de recherche d’or de substances minérales du groupe 2 à SOLONA, (Cercle Yanfolila) ;

Vu l’Arrêté N°06-1412/MMEE-SG du 03 juillet 2006 portant autorisation de cession à la Société GLENCAR MALI SARL du permis de recherche d’or et de substances minérales du groupe 2 de Solona (Cercle de Yanfolila) ;

Vu le récépissé de versement N°09-00076/DEL du 23 mars 2009 du droit fixe de renouvellement d’un permis de recherche ;

Vu la demande de renouvellement en date du 23 juin 2008 de Monsieur formulée par Monsieur Diawoye GUINDO, en sa qualité de Représentant de la Société ;
ARRETE :

ARTICLE 1° : Le permis de recherche d’or et de substances minérales du groupe 2 cédé à la Société GLENCAR MALI SARL par Arrêté N°06-1412/MMEE-SG du 03 juin 2006 est renouvelé selon les conditions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 2 : Le périmètre du permis de recherche est défini de la façon suivante et inscrit sur le registre de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines sous le numéro : PR 05/242 1 Bis PERMIS DE RECHERCHE DE SOLONA (CERCLE DE YANFOLILA).

Coordonnées du périmètre

Point A : Intersection du parallèle 11°14’55” Nord avec le méridien 8°17’47” Ouest
Du point A au point B suivant le parallèle 11°14’55” Nord ;

Point B : Intersection du parallèle 11°14’55” Nord avec le méridien 8°13’56” Ouest
Du point B au point C suivant le méridien 8°13’56” Ouest ;

Point C : Intersection du parallèle 11°05’44” Nord avec le méridien 8°13’56” Ouest
Du point C au point D suivant le parallèle 11°05’44” Nord ;

Point D : Intersection du parallèle 11°05’44” Nord avec le méridien 8°10’20” Ouest
Du point D au point E suivant le méridien 8°10’20” Ouest ;

Point E : Intersection du parallèle 11°01’21” Nord avec le méridien 8°10’20” Ouest
Du point E au point F suivant le parallèle 11°01’21” Nord ;

Point F : Intersection du parallèle 11°01’21” Ouest avec le méridien 8°14’43” Ouest
Du point F au point G suivant le méridien 8°14’43” Ouest ;

Point G : Intersection du parallèle 11°11’23” Nord avec le méridien 8°14’43” Ouest
Du point G au point H suivant le parallèle 11°11’23” Nord ;

Point H : Intersection du parallèle 11°11’23” Ouest avec le méridien 8°17’47” Ouest
Du point H au point A suivant le méridien 8°17’47” Ouest ;

Superficie 125 Km²

ARTICLE 3 : La durée de ce permis est de trois (3) ans, renouvelable une fois.

ARTICLE 4 : En cas de découverte de gisement économiquement exploitable au cours de la validité du présent permis, le Gouvernement s’engage à octroyer au titulaire un permis d’exploitation à l’intérieur du périmètre couvert par ce permis.

ARTICLE 5 : La SOCIETE GLENCAR MALI SARL est tenue de présenter au Directeur National de la Géologie et des Mines :

1. dans le mois qui suit l’octroi du permis, le programme de travail actualisé et le budget y afférent ;

2. avant le premier décembre de chaque année, le programme de travaux de l’année suivante et les dépenses y afférentes ;

3. les rapports périodiques suivants :

(i) dans la 1ère quinzaine de chaque trimestre, un rapport trimestriel établissant de façon succincte son activité au cours du trimestre précédent ;

(ii) dans le 1er trimestre de chaque année, un rapport annuel exposant de façon détaillée les activités et les résultats obtenus au cours de l’année précédente.

Chaque rapport doit contenir toutes les données, observations et mesures recueillies sur le terrain, les descriptions de la manière dont elles ont été recueillies et les interprétations y relatives.

Le rapport trimestriel traite du résument des travaux et des résultats obtenus et comporte :

- la situation et le plan de positionnement des travaux programmés et ceux exécutés avec leurs coordonnées ;

- la description sommaire des travaux avec indication du volume par nature des travaux, observations de terrain avec coordonnées des points d’observations et différentes mesures effectuées ;

- les éléments statistiques des travaux ;

- les résultats obtenus et si possible l’ébauche des interprétations ;

- les dépenses discriminées du coût des travaux.

Le rapport annuel traite en détail de :

- la situation et le plan de positionnement des travaux effectivement réalisés ;

- la description des travaux avec les renseignements suivants :

Pour les sondages et puits : logs et numéro de sondage ou de puits, nom du site, coordonnées, direction par rapport au Nord astronome, inclinaison, longueur, plan et coupe verticale (profil), taux de récupération des carottes ;

Pour les tranchées : dimensions, logs, méthodes de prélèvement des échantillons ;
Pour les indices, gisements et placers : nom, coordonnées du centre, encaissant avec direction structurale des couches, direction de son grand axe d'allongement, dimensions et forme (pendage s'il s'agit de filon), type de gisement, sa structure, les réserves avec catégorisation, paramètres et méthode de calcul du tonnage.

Pour les levés géologiques : carte de positionnement des affleurements visités, description lithologique, observations structurales recueillies, minéralisations observées avec indication des coordonnées géographiques.

Pour les levés géochimiques : carte de positionnement des points de prélèvement, maille et profondeur de prélèvement des échantillons, méthode de traitement des échantillons, résultats des analyses et interprétations des résultats.

Les données géochimiques doivent être fournies sur disquette dans une base de données ACCESS, Dbase ou compatible.

Pour les levés géophysiques : méthode utilisée, maille et nombre de points de mesure, résultats et interprétations des données.

Les données géophysiques magnétiques doivent être fournies sur disquette CD-ROM.

Les données brutes et les dépenses discriminées du coût des travaux doivent être annexées au rapport.

**ARTICLE 6** : Dans le cas où la SOCIETE GLENCAR MALI SARL passerait un contrat d'exécution avec des tiers, le Gérant devra aviser officiellement la Direction Nationale de la Géologie et des Mines.

**ARTICLE 7** : Ce permis est soumis aux obligations de la loi minière en vigueur et aux dispositions de la Convention d'établissement établie entre la République du Mali et la Société SOCIETE GLENCAR MALI SARL qui ne seraient pas contraires à ladite loi.

**ARTICLE 8** : Ce permis est accordé sous réserve de l'exactitude des déclarations et renseignements fournis par la SOCIETE GLENCAR MALI SARL et des droits miniers antérieurement accordés, sauf erreur de cartes.

**ARTICLE 9** : Le présent arrêté prend effet à compter du 16 juin 2007.

**ARTICLE 10** : Le Directeur National de la Géologie et des Mines est chargé de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 03 juin 2009.

Le Ministre des Mines
Abou-Bakar TRAORE

**ARRÊTE N°09-1285/MM-SG DU 03 JUIN 2009 PORTANT ATTRIBUTION D'UN PERMIS DE RECHERCHE D'OR ET DES SUBSTANCES MINERALES DU GROUPE II ACCORDE A LA SOCIETE BANCO NATIONAL CORPORATION «BANCO SARL» A FOUGOUÉLE (CERCLE DE KADIOLO).**

**LE MINISTRE DES MINES,**

Vu la Constitution ;
Vu l'Ordonnance n°99-032/P-RM du 19 août 1999 portant Code minier en République du Mali, modifiée par l'Ordonnance n°00-013/P-RM du 10 février 2000 ;

Vu le Décret n°99-255/P-RM du 15 septembre 1999 fixant les modalités d'application l'Ordonnance n°99-032/P-RM du 19 août 1999 ;

Vu le Décret n°09-157/P-RM du 09 avril 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le récépissé de versement n°08-00274/DEL du 10 novembre 2008 du droit fixe de délivrance d'un permis de recherche ;
Vu la demande de permis de Monsieur Nama kan D KEITA, en sa qualité d'Administrateur Délégué de la Société ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1°** : Il est accordé à la Société BANCO SARL un permis de recherche valable pour l'or et les substances minérales du groupe II, à l'intérieur du périmètre défini à l'article 2 ci-dessous.

**ARTICLE 2** : Le périmètre du permis de recherche est défini de la façon suivante et inscrit sur le registre de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines sous le numéro : PR 09/364 PERMIS DE RECHERCHE DE FOUGOUÉLE (CERCLE DE KADIOLO).

**Coordonnées du périmètre**

**Point A** : Intersection Parallèle 10°39'40"N et du méridien 06°06'05"W
Du point A au point B suivant le méridien 10°39'40"N ;

**Point B** : Intersection du Parallèle 10°39'40" N et du méridien 06°05'00"W
Du point B au point C suivant le parallèle 06°05'00"W ;

**Point C** : Intersection du Parallèle 06°05'00"W et la riviére Lofoon.
Du point C au point D suivant la riviére Lofoon ;

**Point D** : Intersection de la riviére Lofoon et du méridien 06°07'17"W
Du point D au point E suivant le parallèle 06°07'17"W ;
Point E : Intersection du Parallèle 10°36′58″ N et du méridien 06°07′17″ W
Du point E au point F suivant le méridien 10°36′58″ N ;

Point F : Intersection du parallèle 10°36′58″ N et du méridien 06°06′05″ W
Du point F au point A suivant le parallèle 06°06′05″ W ;

Superficie : 71 Km²

ARTICLE 3 : La durée de ce permis est de trois (3) ans, renouvelable deux fois.

ARTICLE 4 : En cas de découverte de gisement économiquement exploitable au cours de la validité du présent permis, le Gouvernement s'engage à octroyer au titulaire un permis d'exploitation à l'intérieur du périmètre couvert par ce permis.

ARTICLE 5 : Le minimum des dépenses en travaux de recherche est fixé à soixante douze millions quatre cent mille (72 400 000) de francs CFA répartis comme suit :

- 19 400 000 FCFA pour la première période ;
- 23 000 000 FCFA pour la deuxième période ;
- 30 000 000 FCFA pour la troisième période.

ARTICLE 6 : La Société BANCO SARL est tenue de présenter au Directeur National de la Géologie et des Mines :

1. dans le mois qui suit l'octroi du permis, le programme de travail actualisé et le budget y afférent ;

2. avant le premier décembre de chaque année, le programme de travaux de l'année suivante et les dépenses y afférentes ;

3. les rapports périodiques suivants :

   (i) dans la 1re quinzaine de chaque trimestre un rapport trimestriel établissement de façon succincte son activité au cours du trimestre précédent ;

   (ii) dans le 1er trimestre de chaque année, un rapport annuel exposant de façon détaillée les activités et les résultats obtenus au cours de l'année précédente.

Chaque rapport doit contenir toutes les données, observations et mesures recueillies sur le terrain, les descriptions de la manière dont elles ont été recueillies et les interprétations y relatives.

Le rapport trimestriel traité du résumé des travaux et des résultats obtenus et comporte :

- la situation et le plan de positionnement des travaux programmés et ceux exécutés avec leurs coordonnées ;
- la description sommaire des travaux avec indication du volume par nature des travaux, observations de terrain avec coordonnées des points d'observations et différentes mesures effectuées ;
- les éléments statistiques des travaux ;
- les résultats obtenus et si possible l'ébauche des interprétations ;
- les dépenses discriminées du coût des travaux.

Le rapport annuel traite en détail de :

- la situation et du plan de positionnement des travaux effectivement réalisés ;
- la description des travaux avec les renseignements suivants :

  - Pour les sondages et puits : logs et numéro de sondage ou de puits, nom du site, coordonnée, direction par rapport au nord astronomique, inclinaison, longueur, plan et coupe verticale (profil), taux de récupération des carottes ;

  - Pour les tranchées : dimensions, logs, méthodes de prélèvement des échantillons ;

  - Pour les indices, gisements et placers : nom, coordonnées du centre, encaissant avec direction structurale des couches, direction de son grand axe d'allongement, dimensions et forme (pendage s'il s'agit de filon), type de gisement, sa structure, les réserves avec catégorisation, paramètre et méthode de calcul du tonnage ;

  - Pour les levés géologiques : carte de positionnement des points de prélèvement, description lithologique, observations structurale recueillies, mineralisations observées avec indication des coordonnées géographiques ;

  - Pour les levés géochimiques : carte de positionnement des points de prélèvement, maille et profondeur de prélèvement des échantillons, méthode de traitement des échantillons, résultats des analyses et interprétations des résultats.

Les données géographiques doivent être fournies sur disquette dans une base de données ACCESS, Dbase ou compatible ;
Vu l’Arrêté N°01-3370/MMEE-SG du 14 décembre 2001 portant attribution à la Société SEYA GOLD S.A d’un permis de recherche d’or et de substances minérales du groupe 2 à Massala (Cercle de Koloniedia), puis renouvelé par l’Arrêté N°05-1666/MMEE-SG du 08 juillet 2005 ;

Vu le Recépissé de versement N°08-00193/DEL du 21 juin 2008 du droit fixe de renouvellement d’un permis de recherche ;

Vu la Lettre de demande de renouvellement en date du 05 juin 2008 de Monsieur Sékouba salif YATTASSAYE, en sa qualité de Représentant de la Société SEYA GOLD S.A.

ARRETE :


ARTICLE 2 : Le périmètre du permis de recherche est défini de la façon suivante et inscrit sur le registre de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines sous le numéro : PR 2001/150 2 Bis PERMIS DE RECHERCHE DE MASSALA (CERCLE DE KOLONDIEBA).

Coordonnées du périmètre

Point A : Intersection du parallèle 11°17’02”Nord avec le méridien 6°50’50”Ouest
Du point A au point B suivant le parallèle 11°17’02”Nord ;

Point B : Intersection du parallèle 11°17’02”Nord avec le méridien 6°42’37”Ouest
Du point B au point C suivant le méridien 6°42’37”Ouest ;

Point C : Intersection du parallèle 11°12’39”Nord avec le méridien 6°42’37”Ouest
Du point C au point D suivant le parallèle 11°12’32”Nord ;

Point D : Intersection du parallèle 11°12’39”Nord avec le méridien 6°50’50”Ouest
Du point D au point A suivant le méridien 6°50’50”Ouest ;

Superficie : 120,50 Km²

ARTICLE 3 : La durée de ce permis est de trois (3) ans, renouvelable une fois.

ARTICLE 4 : En cas de découverte de gisement économiquement exploitable au cours de la validité du présent permis, le Gouvernement s’engage à octroyer au titulaire un permis d’exploitation à l’intérieur du périmètre couvert par ce permis.
ARTICLE 5 : La Société Société SEYA GOLD S.A est tenue de présenter au Directeur National de la Géologie et des Mines :

1. dans le mois qui suit l'octroi du permis, le programme de travail actualisé et le budget y afférent ;

2. avant le premier décembre de chaque année, le programme de travaux de l'année suivante et les dépenses y afférentes ;

3. les rapports périodiques suivants :
   (i) dans la 1ère quinzaine de chaque trimestre, un rapport trimestriel établissant de façon succincte son activité au cours du trimestre précédent ;
   (ii) dans le 1er trimestre de chaque année, un rapport annuel exposant de façon détaillée les activités et les résultats obtenus au cours de l'année précédente.

Chaque rapport doit contenir toutes les données, observations et mesures recueillies sur le terrain, les descriptions de la manière dont elles ont été recueillies et les interprétations y relatives.

Le rapport trimestriel traite du résumé des travaux et des résultats obtenus et comporte :

- la situation et le plan de positionnement des travaux programmés et ceux exécutés avec leurs coordonnées ;

- la description sommaire des travaux avec indication du volume par nature des travaux, observations de terrain avec coordonnées des points d'observations et différentes mesures effectuées ;

- les éléments statistiques des travaux ;

- les résultats obtenus et si possible l'ébauche des interprétations ;

- les dépenses discriminées du coût des travaux.

Le rapport annuel traite en détail de :

- la situation et le plan de positionnement des travaux effectivement réalisés ;

- la description des travaux avec les renseignements suivants :

Pour les sondages et puits : logs et numéro de sondage ou de puits, nom du site, coordonnées, direction par rapport au Nord astronomique, inclinaison, longueur, plan et coupe verticale (profil), taux de récupération des carottes ;

Pour les tranchées : dimensions, logs, méthodes de prélèvement des échantillons ;

Pour les indices, gisements et placers : nom, coordonnées du centre, encaissant avec direction structurale des couches, direction de son grand axe d'allongement, dimensions et forme (pendage s'il s'agit de filon), type de gisement, sa structure, les réserves avec catégorisation, paramètres et méthode de calcul du tonnage ;

Pour les levés géologiques : carte de positionnement des affleurements visités, description lithologique, observations structurales recueillies, minéralisations observées avec indication des coordonnées géographiques ;

Pour les levés géochimiques : carte de positionnement des points de prélèvement, maille et profondeur du prélèvement des échantillons, méthode de traitement des échantillons, résultats des analyses et interprétations des résultats.

Les données géochimiques doivent être fournies sur disquette dans une base de données ACCESS, Dbase ou compatible ;

Pour les levés géophysiques : méthode utilisée, maille et nombre de points de mesure, résultats et interprétations des données.

Les données géophysiques magnétiques doivent être fournies sur disquette CD-ROM.

Les données brutes et les dépenses discriminées du coût des travaux doivent être annexées au rapport.

ARTICLE 6 : Dans le cas où la Société SEYA GOLD S.A passerait un contrat d'exécution avec des tiers, le Gérant devra aviser officiellement la Direction Nationale de la Géologie et des Mines.

ARTICLE 7 : Ce permis est soumis aux obligations de la loi minière en vigueur et aux dispositions de la Convention d'établissement établie entre la République du Mali et la Société SEYA GOLD S.A qui ne seraient pas contraires à ladite loi.

ARTICLE 8 : Ce permis est accordé sous réserve de l'exactitude des déclarations et renseignements fournis par la Société SEYA GOLD S.A et des droits miniers antérieurement accordés, sauf erreur de cartes.


ARTICLE 10 : Le Directeur National de la Géologie et des Mines est chargé de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 3 juin 2009

Le Ministre des Mines
Abou-Bakar TRAORE
ARRETÉ N°09-1310/MM-SG DU 05 JUIN 2009
PORTANT ATTRIBUTION À LA SOCIETÉ MANDE
CONSTRUCTION IMMOBILIERE « MCI » D'UNE
AUTORISATION D'EXPLOITATION DE
CALCAIRE À HOMBORI (CERCLE DE
DOUENTZA).

LE MINISTRE DES MINES,

Vu la Constitution ;
Vu l’Ordonnance n°99-032/P-RM du 19 août 1999 portant
Code minier en République du Mali, modifiée par
l’Ordonnance n°00-013/P-RM du 10 février 2000 ;

Vu le Décret n°99-255/P-RM du 15 septembre 1999 fixant
les modalités d’application l’Ordonnance n°99-032/P-RM
du 19 août 1999 ;

Vu le Décret n°09-157/P-RM du 09 avril 2009 portant
nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le recépissé de versement n°09-00116/DEL du 22 mai
2009 du droit fixe de délivrance d’une autorisation
d’exploitation ;

Vu la demande en date 28 avril 2009 de Monsieur Djibril
CAMARA, en sa qualité de Président Directeur Général
de la Société ;

ARRETÉ :

ARTICLE 1° : Il est accordé à la Société MANDE
CONSTRUCTION IMMOBILIERE une autorisation
d’exploitation valable pour le calcaire dans les conditions
fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 2 : Le périmètre de la surface concernée par
ces autorisation est défini de la façon suivante et inscrit
sur le registre de la Direction Nationale de la Géologie et
des Mines sous le numéro : AE 2009/46 AUTORISATION
DE HOMBORI (CERCLE DE DOUENTZA).

Coordonnées du périmètre

Point A : Intersection Parallèle 15°30’05” Nord et du
mérïdien 1°58’14” Ouest
Du point A au point B suivant le parallèle 15°30’05” Nord ;

Point B : Intersection du Parallèle 15°30’05” Nord et du
mérïdien 1°42’18” Ouest
Du point B au point C suivant le mérïdien 1°42’18” Ouest ;

Point C : Intersection du Parallèle 15°22’13” Nord et du
mérïdien 1°42’18” Ouest
Du point C au point D suivant le parallèle 15°22’13” Nord ;

Point D : Intersection du parallèle 15°22’13” Nord et du
mérïdien 1°58’14” Ouest
Du point D au point A suivant le mérïdien 1°58’14” Ouest ;

Superficie : 417 Km²

ARTICLE 3 : La durée de validité de cette autorisation
est de dix (10) ans, renouvelable chaque fois pour une
période égale ou inférieure à la période initiale.

ARTICLE 4 : Le barrage doit être effectué, aux frais du
titulaire dans un délai de deux (2) mois à compter de l’acquisition de l’autorisation.

ARTICLE 5 : L’emploi des explosifs est autorisé
exclusivement aux heures ci-après :

- de 12 heures à 13 heures 30 minutes ;
- de 17 heures à 18 heures 30 minutes.

Un quart d’heure à l’avance, la carrière par des signaux
approprié (drapeaux rouges, coups de corne ou de sifflet).

ARTICLE 6 : Conformément aux dispositions des articles
23 du Décret N°99-255/P-RM du 15 septembre 1999, le
Directeur d’exploitation est tenu de conserver, dans ses
bureaux, les plans des travaux périodiquement mis à jour
qui peuvent être consultés par les agents de l’administration
des Mines.

Il doit faire parvenir au Directeur des Mines un rapport
annuel comportant :

- les plans des travaux d’exploitation
  accompagnés des coupes et de tout autre
document ou des renseignements permettant de
se rendre compte de l’évolution de
l’exploitation ;

- les données sur la production ;
- les dépenses effectuées
- le nombre d’employés et les informations sur le
matériel utilisé ;
- la qualité des explosifs (acquisition et
utilisation).

ARTICLE 7 : La Société MANDE CONSTRUCTION
IMMOBILIERE établit et tient à jour :

- un document relatif aux risques auxquels le
personnel est susceptible d’être exposé et qui
précise les mesures prises afin de préserver la
sécurité et la santé du personnel ;

- un document mentionnant toutes les incidences de
l’exploitation sur l’occupation des sols ;

- des documents relatifs aux impacts de
l’exploitation sur l’environnement et le milieu
du travail :

* nuisance sonore ;
* émission de poussière, fumée et gaz ;
* stockage de résidus et déchets ;


- effets sur la nappe aquifère, faune et végétation ;
- effets sur la santé des travailleurs ;
- découverte de vestiges archéologiques et de lieux d’importance historique.

ARTICLE 8 : La Société MANDE CONSTRUCTION IMMOBILIERE doit tenir à jour un registre coté et paraphé par la Directeur des Mines signalant les qualités de matériaux extraits et le volume transporté au fur et à mesure de leur extraction.

ARTICLE 9 : L’annulation de la présente autorisation d’exploitation sera prononcée par arrêté en cas de non exécution des engagements souscrits conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature et sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 05 juin 2009

Le Ministre des Mines,
Abou-Bakar TRAORE

--------------


LE MINISTRE DES MINES,

Vu la Constitution ;
Vu l’Ordonnance n°99-032/P-RM du 19 août 1999 portant Code minier en République du Mali, modifiée par l’Ordonnance n°00-013/P-RM du 10 février 2000 ;

Vu le Décret n°99-255/P-RM du 15 septembre 1999 fixant les modalités d’application l’Ordonnance n°99-032/P-RM du 19 août 1999 ;

Vu le Décret n°09-157/P-RM du 09 avril 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le récépissé de versement n°08-00072/DEL du 20 mars 2009 du droit fixe de délivrance d’un permis de recherche ;

Vu la demande de Monsieur Paul Kodjo AGROATI, en sa qualité Directeur Général de la Société ;

ARRETE :

ARTICLE 1° : Il est accordé à la Société AFRIRESOURCES S.A un permis de recherche valable pour l’or et les substances minérales du groupe II, à l’intérieur du périmètre défini à l’article 2 ci-dessous.

ARTICLE 2 : Le périmètre du permis de recherche est défini de la façon suivante et inscrit sur le registre de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines sous le numéro : PR 09/378 PERMIS DE RECHERCHE DE FAMBINA (CERCLE DE KENIEBA).

Coordonnées du périmètre

Point A : Intersection Parallèle 12°48’15”N et du méridien 11°15’27”W
Du point A au point B suivant le parallèle 12°48’15”N ;

Point B : Intersection du Parallèle 12°48’15”N et du méridien 11°12’42”W
Du point B au point C suivant le méridien 11°12’42”W ;

Point C : Intersection du Parallèle 12°44’51”N et du méridien 11°12’42”W
Du point C au point D suivant le parallèle 12°44’51”N ;

Point D : Intersection du parallèle 12°44’51”N et du méridien 11°17’18”W
Du point D au point E suivant le méridien 11°17’18”W ;

Point E : Intersection du Parallèle 12°46’29”N et du méridien 11°17’18”W
Du point E au point F suivant le parallèle 12°46’29”N ;

Point F : Intersection du parallèle 12°46’29”N et du méridien 11°15’27”W
Du point F au point A suivant le méridien 11°15’27”W ;

Superficie : 42 Km²

ARTICLE 3 : La durée de ce permis est de trois (3) ans, renouvelable deux fois.

ARTICLE 4 : En cas de découverte de gisement économiquement exploitable au cours de la validité du présent permis, le Gouvernement s’engage à octroyer au titulaire un permis d’exploitation à l’intérieur du périmètre couvert par ce permis.

ARTICLE 5 : Le minimum des dépenses en travaux de recherche est fixé à cinq cent millions (505 000 000) de francs CFA repartis comme suit :
- 70 400 000 FCFA pour la première période ;
- 187 000 000 FCFA pour la deuxième période ;
- 246 000 000 FCFA pour la troisième période.

ARTICLE 6 : La Société AFRIRESOURCES S.A est tenue de présenter au Directeur National de la Géologie et des Mines :
1. dans le mois qui suit l’octroi du permis, le programme de travail actualisé et le budget y afférent ;
2. avant le premier décembre de chaque année, le programme de travaux de l’année suivante et les dépenses y afférentes ;
3. les rapports périodiques suivants :
   (i) dans la 1ère quinzaine de chaque trimestre un rapport trimestriel établissement de façon succincte son activité au cours du trimestre précédent ;
   (ii) dans le 1er trimestre de chaque année, un rapport annuel exposant de façon détaillée les activités et les résultats obtenus au cours de l’année précédente.

Chaque rapport doit contenir toutes les données, observations et mesures recueillies sur le terrain, les descriptions de la manière dont elles ont été recueillies et les interprétations y relatives.

Le rapport trimestriel traite du résumé des travaux et des résultats obtenus et comporte :
- la situation et le plan de positionnement des travaux programmés et ceux exécutés avec leurs coordonnées ;
- la description sommaire des travaux avec indication du volume par nature des travaux, observations de terrain avec coordonnées des points d’observations et différentes mesures effectuées ;
- les éléments statistiques des travaux ;
- les résultats obtenus et si possible l’ébauche des interprétations ;
- les dépenses discriminées du coût des travaux.

Le rapport annuel traite en détail de :
- la situation et du plan de positionnement des travaux effectivement réalisés ;
- la description des travaux avec les renseignements suivants :
  - Pour les sondages et puits : logs et numéro de sondage ou de puits, nom du site, coordonnée, direction par rapport au nord astronomique, inclinaison, longueur, plan et coupe verticale (profil), taux de récupération des carottes ;
  - Pour les tranchées : dimensions, logs, méthodes de prélèvement des échantillons ;
  - Pour les indices, gisements et placers : nom, coordonnées du centre, encaissant avec direction structurale des couches, direction de son grand axe d’allongement, dimensions et forme (pendage s’il s’agit de filon), type de gisement, sa structure, les réserves avec catégorisation, paramètre et méthode de calcul du tonnage ;
  - Pour les levés géologiques : carte de positionnement des points de prélèvement, description lithologique, observations structurales recueillies, minéralisations observées avec indication des coordonnées géographiques ;
  - Pour les levés géochimiques : carte de positionnement des points de prélèvement, maille et profondeur de prélèvement des échantillons, méthode de traitement des échantillons, résultats des analyses et interprétations des résultats.

Les données géographiques doivent être fournies sur disquette dans une base de données ACCESS, Dbase ou compatible ;

- Pour les levés géophysiques : méthode utilisée, maille et nombre de points de mesure, résultats et interprétations des données.

Les données géophysiques magnétiques doivent être fournies sur disquette CD-ROM.

Les données brutes et les dépenses discriminées du coût des travaux doivent être annexées au rapport.

ARTICLE 7 : Dans le cas où la Société AFRIRESSOURCES S.A passeraient un contrat d’exécution avec des tiers, le Gérant devra aviser officiellement la Direction Nationale de la Géologie et des Mines.

ARTICLE 8 : Ce permis est soumis aux obligations de la loi minière en vigueur et aux dispositions de la Convention d’établissement établie entre la République du Mali et la Société AFRIRESSOURCES S.A qui ne seraient pas contraires à ladite loi.

ARTICLE 9 : Ce permis est accordé sous réserve de l’exactitude des déclarations et renseignements fournis par la Société AFRIRESSOURCES S.A et des droits miniers antérieurement accordés, sauf erreur de cartes.

ARTICLE 10 : Le Directeur National de la Géologie et des Mines est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 07 juillet 2009

Le Ministre des Mines
Abou-Bakar TRAORE
MINISTÈRE DE LA SANTE

ARRETE N°09-1217/MS-SG DU 28 MAI 2009
PORTANT ABROGATION DE L’ARRETE N°08-3717/MS DU 31 DECEMBRE 2008.

LE MINISTRE DE LA SANTE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi N°85-41/AN-RM du 22 juin 1985 portant autorisation de l’exercice privé des professions sanitaires ;
Vu la Loi N°86-36/AN-RM du 12 avril 1986 portant institution de l’Ordre National des Médecins et le Code de déontologie médicale y annexé ;
Vu la Loi N°85-41/AN-RM du 22 juin 1985 portant autorisation de l’exercice privé des professions sanitaires ;
Vu la Loi N°86-36/AN-RM du 12 avril 1986 portant institution de l’Ordre National des Médecins et le Code de déontologie médicale y annexé ;
Vu le Décret N°07-383/P-RM du 03 octobre 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;
Vu l’Arrêté N°98-0908/MSPAS-SG du 12 juin 1998 fixant le nombre d’habitants requis pour l’ouverture d’une officine de pharmacie ou d’un dépôt de produits pharmaceutiques ;
Vu la Loi N°91-4318/MSP-AS-PF/CAB du 03 octobre 1991 fixant les modalités d’organisation d’exercer privé des professions sanitaires dans le secteur pharmaceutique et d’opticien-lunetier ;
Vu la Loi N°91-4318/MSP-AS-PF/CAB du 03 octobre 1991 fixant les modalités d’organisation d’exercer privé des professions sanitaires dans le secteur pharmaceutique et d’opticien-lunetier ;

ARRETE :


ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Le Ministre de la Santé,
Oumar Ibrahima TOURE

ARRETE N°09-1218/MS-SG DU 28 MAI 2009 PORTANT OCTROI DE LA LICENCE D’EXPLOITATION D’UNE OFFICINE DE PHARMACIE.

LE MINISTRE DE LA SANTE,

Vu la Constitution ;

ARTICLE 5: Monsieur Hamadoun dit Alphady CISSE devra informer l’Inspecteur en Chef de la santé, le Directeur de la Pharmacie et du Médicament, le Directeur régional de la santé, le Médecin chef de sa résidence professionnelle et le Président de la date du début effectif de l’exploitation de son établissement.

ARTICLE 6: Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature sera enregistré, et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 28 mai 2009
Le Ministre de la Santé,
Oumar Ibrahima TOURE

------------------------

ARRETE N°09-1236/MS-SG DU 29 MAI 2009 PORTANT OCTROI DE LICENCE D’EXPLOITATION D’UN LABORATOIRE D’ANALYSES BIOMEDICALES.

LE MINISTRE DE LA SANTE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi N°85-41/AN-RM du 22 juin 1985 portant autorisation de l’exercice privé des professions sanitaires ;
Vu la Loi N°86-36/AN-RM du 12 avril 1986 portant institution de l’Ordre National des Médecins et le Code de déontologie médicale y annexé ;
Vu le Décret N°09-157/P-RM du 09 avril 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;
Vu l’Arrêté N°91-4318/MSP-AS-PF/CAB du 03 octobre 1991 fixant les modalités d’organisation d’exercer privé des professions sanitaires dans le secteur pharmaceutique et d’opticien lunetier ;
Vu la Décision N°07-1317/MS-SG du 22 novembre 2007 autorisant Monsieur Abdelaziz HADID, inscrit à l’Ordre National des Médecins du Mali sous le N°149/6/D, à exercer à titre privé la profession de Médecin Biologiste ;
Vu la Copie d’une pièce verbal de l’assemblée ordinaire de la Société « HAYA » SARL du 23 janvier 2009 nommant Monsieur Abdelaziz HADID gérant de la Société ;
Vu la Fiche Courrier N°0183/CNOP du 06 avril 2008 et Avis favorable ;
Vu la demande de Monsieur Abdelaziz HADID et les pièces versées au dossier ;

ARRETE


ARTICLE 2: Il est accordé à la Société HAYA SARL, sise au Quartier du Fleuve Rue 321, Porte N°374, face au Ministère de la Culture, la licence d’exploitation d’un laboratoire d’analyses biomédicales.

La gérance est assurée par Monsieur Abdelaziz HADID, médecin biologiste.

ARTICLE 3: Monsieur Abdelaziz HADID est tenu de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière d’exercice privé des professions sanitaires.

ARTICLE 4: Cette licence est accordée exclusivement au titre de la légalisation sur la pharmacie et ne dispense pas l’exploitant de se conformer à toute autre réglementation pouvant lui être applicable, notamment les législations du travail et du commerce.

ARTICLE 5: Monsieur Abdelaziz HADID devra informer l’Inspecteur en Chef de la santé, le Directeur de la Pharmacie et du Médicament, le Directeur régional de la santé, le Médecin chef de sa résidence professionnelle et le Président de la date du début effectif de l’exploitation de son établissement.


ARTICLE 7: Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature sera enregistré, et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 29 mai 2009
Le Ministre de la Santé,
Oumar Ibrahima TOURE

------------------------

ARRETE N°09-1237/MS-SG DU 29 MAI 2009 PORTANT OCTROI DE LICENCE D’EXPLOITATION D’UN ETABLISSEMENT D’IMPORTATION ET DE VENTE EN GROS PRODUITS DE PHARMACEUTIQUES.

LE MINISTRE DE LA SANTE,
Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°85-41/AN-RM du 22 juin 1985 portant autorisation de l'exercice privé des professions sanitaires ;

Vu la Loi N°86-36/AN-RM du 12 avril 1986 portant institution de l'Ordre National des Médecins et le Code de déontologie médicale y annexé ;


Vu le Décret N°91-106/P-RM du 15 mars 1991 portant organisation de l'exercice privé des professions sanitaires, modifié par le Décret N°92-050/P-RM du 10 août 1992 ;

Vu le Décret n°99-157/P-RM du 09 avril 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'Arrêté N°91-4318/MSP-AS-PF/CAB du 03 octobre1991 fixant les modalités d'organisation d'exercer privé des professions sanitaires dans le secteur pharmaceutique et d'opticien lunetier ;

Vu l'Arrêté N°98-0908/MS-PAS-SG du 12 juin 1998 fixant le nombre d'habitants requis pour l'ouverture d'une officine de pharmacie ou d'un dépôt de produits pharmaceutiques ;

Vu la Décision N°07-1041/MS-SG du 5 septembre 2007 autorisant Monsieur Ibrahima KA, inscrit à l'Ordre National des pharmaciens du Mali sous le N°07-05-02/ CNOP, section C, à exercer à titre privé la profession de pharmaciens dans la section établissement d'importation et de vente en gros de produits pharmaceutiques ;

Vu la fiche Courrier N°0625/CNOP du 31 décembre 2008 et Avis favorable ;

Vu la demande de Monsieur Ibrahima KA et les pièces versées au dossier ;

ARRETE

ARTICLE 1° : sont demeurent abrogées les dispositions de l'arrêté N°08-1015/MS-SG du 22 avril 2008 portant octroi de licence d'exploitation d'un établissement d'importation et de vente en gros de produits pharmaceutiques.

ARTICLE 2 : Il est accordé à la Société LABOREX MALI SA, sise à Hamdallaye ACI 2000, Rue 267, porte 2292-2293, Commune IV, District de Bamako, la licence d'exploitation d'un établissement d'importation et de vente en gros de produits pharmaceutiques ;

La gestion assurée par Monsieur Ibrahima KA docteur pharmacie ;

ARTICLE 3 : Monsieur Ibrahima KA est tenu de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'exercice privé des professions sanitaires conformément à la réglementation pharmaceutique ;

ARTICLE 4 : Cette licence est accordée exclusivement au titre de la légalisation sur la pharmacie et ne dispense pas l'exploitant de se conformer à toute autre réglementation pouvant lui être applicable, notamment les législations du travail et du commerce.

ARTICLE 5 : Monsieur Ibrahima KA devra informer l'inspecteur en Chef de la santé, le Directeur de la Pharmacie et du Médicament, le Directeur régional de la santé, le Médecin chef de sa résidence professionnelle et le Président de la date du début effectif de l'exploitation de son établissement.

ARTICLE 6 : Le contrôle dudit établissement est effectué par l'Inspection de la Santé et la Direction de la Pharmacie et du Médicament ;

ARTICLE 7 : Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature sera enregistré, et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 29 mai 2009

Le Ministre de la Santé,
Oumar Ibrahima TOURE

______________________________

ARRETE N°09-1301/MS-SG DU 04 JUIN 2009 PORTANT OCTROY DE LICENCE D'EXPLTOITATION D'UNE OFFICINE DE PHARMACIE.

LE MINISTRE DE LA SANTE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°85-41/AN-RM du 22 juin 1985 portant autorisation de l'exercice privé des professions sanitaires ;

Vu la Loi N°86-36/AN-RM du 12 avril 1986 portant institution de l'Ordre National des Médecins et le Code de déontologie médicale y annexé ;


Vu le Décret N°91-106/P-RM du 15 mars 1991 portant organisation de l'exercice privé des professions sanitaires, modifié par le Décret N°92-050/P-RM du 10 août 1992 ;

Vu le Décret N°07-383/P-RM du 03 octobre 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;
Vu l’Arrêté N°91-4318/MSP-AS-PF/CAB du 03 octobre 1991 fixant les modalités d’organisation d’exercer privé des professions sanitaires dans le secteur pharmaceutique et d’opticien lunetier ;

Vu l’Arrêté N°98-0908/MSPAS-SG du 12 juin 1998 fixant le nombre d’habitants requis pour l’ouverture d’une officine de pharmacie ou d’un dépôt de produits pharmaceutiques ;

Vu la Décision N°07-1037/MS-SG du 05 septembre 2007 autorisant Monsieur Ousmane SANOGO, inscrit à l’Ordre National des Pharmacien des Mali sous le N°07-05-03/CNOP section A, à exercer à titre privé la profession de pharmacien dans la spécialité Officine de pharmacie ;

Vu la demande de Monsieur Ousmane SANOGO et les pièces versées au dossier ;

Vu l’avis du Conseil National de l’Ordre des Pharmacies du Mali suivant la fiche courrier N°0185/CNOP du 06 avril 2009 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est accordé à Monsieur Ousmane SANOGO, docteur en pharmacie, la licence d’exploitation d’une Officine de Pharmacie dénommée « Pharmacie de la Cité » sise à Niono, Commune de Niono, Région de Ségou.

ARTICLE 2 : Monsieur Ousmane SANOGO est tenu de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière d’exercice privé des professions sanitaires conformément à la réglementation pharmaceutique.

ARTICLE 3 : Cette licence est accordée exclusivement au titre de la légalisation sur la pharmacie et ne dispense pas l’exploitant de se conformer à toute autre réglementation pouvant lui être applicable, notamment les législations du travail et du commerce.


ARTICLE 5 : Monsieur Ousmane SANOGO devra informer l’Inspecteur en Chef de la santé, le Directeur de la Pharmacie et du Médicament, le Directeur régional de la santé, le Médecin chef de sa résidence professionnelle et le Président de la date du début effectif de l’exploitation de son établissement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature sera enregistré, et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 04 juin 2009
Le Ministre de la Santé,
Oumar Ibrahima TOURE

ARRETE N°09-1302/MS-SG DU 4 JUIN 2009 PORTANT OCTROI DE LICENCE D’EXPLOITATION D’UN ETABLISSEMENT D’IMPORTATION ET DE VENTE EN GROS DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES.

LE MINISTRE DE LA SANTE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi N°85-41/AN-RM du 22 juin 1985 portant autorisation de l’exercice privé des professions sanitaires ;

Vu la Loi N°86-36/AN-RM du 12 avril 1986 portant institution de l’Ordre National des Médecins et le Code de déontologie médicale y annexé ;


Vu le Décret n°09-157/P-RM du 09 avril 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l’Arrêté N°91-4318/MSP-AS-PF/CAB du 03 octobre 1991 fixant les modalités d’organisation d’exercer privé des professions sanitaires dans le secteur pharmaceutique et d’opticien lunetier ;

Vu l’Arrêté N°98-0908/MSPAS-SG du 12 juin 1998 fixant le nombre d’habitants requis pour l’ouverture d’une officine de pharmacie ou d’un dépôt de produits pharmaceutiques ;

Vu la Décision N°08-1707/MS-SG du 08 octobre 2008 autorisant Monsieur Youssouf OUOLOGUEM, inscrit à l’Ordre National des pharmaciens du Mali sous le N°08-09-11/CNOP, section C, à exercer à titre privé la profession de pharmaciens dans la section établissement d’importation et de vente en gros de produits pharmaceutiques ;

Vu la demande de Monsieur Youssouf OUOLOGUEM et les pièces versées au dossier ;

Vu l’Avis favorable du Conseil National de l’Ordre des Pharmaciens du Mali suivant la fiche Courrier N°0608/ CNOP du 10 décembre 2008 et ;

ARRETE

ARTICLE 1° : Il est accordé à la Société « SDMEMA SARL », sise à Djélibougou route de Koulikoro, Immeuble Amadou Koulera SYLLA, Commune I, District de Bamako, la licence d’exploitation d’un établissement d’importation et de vente en gros de produits pharmaceutiques ;

La gérance assurée par Monsieur Youssouf OUOLOGUEM docteur en pharmacie ;
ARTICLE 2 : Monsieur Youssouf OUOLOGUEM est tenu de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière d’exercice privé des professions sanitaires conformément à la réglementation pharmaceutique ;

ARTICLE 3 : Cette licence est accordée exclusivement au titre de la légalisation sur la pharmacie et ne dispense pas l’exploitant de se conformer à toute autre réglementation pouvant lui être applicable, notamment les législations du travail et du commerce.

ARTICLE 4 : Monsieur Youssouf OUOLOGUEM devra informer l’Inspecteur en Chef de la santé, le Directeur de la Pharmacie et du Médicament, le Directeur régional de la santé, le Médecin chef de sa résidence professionnelle et le Président de la date du début effectif de l’exploitation de son établissement.

ARTICLE 5 : Le contrôle dudit établissement est effectué par l’Inspection de la Santé et la Direction de la Pharmacie et du Médicament et le Conseil de l’Ordre des Pharmaciens du Mali ;

ARTICLE 6 : Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature sera enregistré, et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 4 juin 2009

Le Ministre de la Santé,
Oumar Ibrahima TOURE

ARRETE N°09-1401/MS-SG DU 12 JUIN 2009 PORTANT OCTROI DE LA LICENCE D’EXPLOITATION D’UNE CLINIQUE MEDICALE.

LE MINISTRE DE LA SANTE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°85-41/AN-RM du 22 juin 1985 portant autorisation de l’exercice privé des professions sanitaires ;

Vu la Loi N°86-36/AN-RM du 12 avril 1986 portant institution de l’Ordre National des Médecins et le Code de déontologie médicale y annexé ;


Vu le Décret N°09-157/P-RM du 09 avril 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l’Arrêté N°89-2728/MSP-AS-CAB du 30 septembre 1989 fixant les délais de délivrance des autorisations d’exercer à titré privé des professions socio sanitaires ;

Vu l’Arrêté N°91-4319/MSP-AS-PF/CAB du 03 octobre 1991 fixant les modalités d’organisation d’exercer privé des professions médicales et paramédicales ;

Vu la Décision N°96-0692/MSS-PA-S.G du 19 février 1996 autorisant Monsieur Issa SEMEGA, à exercer, à titre privé, la profession de Médecin ;

Vu la Demande de l’intéressé et les pièces versées au dossier ;


ARRETE :


ARTICLE 2 : L’intéressé est tenu de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière d’exercice privé des professions sanitaires.

ARTICLE 3 : Cette licence est accordée exclusivement au titre de la législation sur la pharmacie et ne dispense pas l’exploitant de se conformer à toute autre réglementation pouvant lui être applicable, notamment en ce qui concerne les législations du travail et du commerce.

ARTICLE 4 : Le contrôle dudit établissement est effectué par l’Inspection de la Santé et la Direction Nationale de la Santé et l’Ordre National des Médecins.

ARTICLE 5 : Monsieur Monsieur Issa SEMEGA devra informer l’Inspecteur en Chef de la Santé, le Directeur de la National de la Santé, le Directeur Régional de la Santé, le Médecin Chef de sa résidence professionnelle de la date du début effectif de ses activités professionnelles.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 12 juin 2009

Le Ministre de la Santé,
Oumar Ibrahima TOURE

ARRETE N°09-1402/MS-SG DU 12 JUIN 2009 PORTANT OCTROI DE LA LICENCE D’EXPLOITATION D’UN CABINET MEDICAL.

LE MINISTRE DE LA SANTE,
Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°85-41/AN-RM du 22 juin 1985 portant autorisation de l’exercice privé des professions sanitaires ;

Vu la Loi N°86-36/AN-RM du 12 avril 1986 portant institution de l’Ordre National des Médecins et le Code de déontologie médicale y annexé ;


Vu le Décret N°09-157/P-RM du 09 avril 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l’Arrêté N°89-2728/MSP-AS-CAB du 30 septembre 1989 fixant les délais de délivrance des autorisations d’exercer à titre privé des professions socio sanitaires ;

Vu l’Arrêté N°91-4319/MSP-AS-PF/CAB du 03 octobre 1991 fixant les modalités d’organisation d’exercer privé des professions médicales et paramédicales ;

Vu la Décision N°08-0118/MS-SG du 29 janvier 2008 autorisant Docteur Dramane Sékou DIARRA, à exercer, à titre privé, la profession de Médecin ;

Vu la Demande de l’intéressé et les pièces versées au dossier ;


ARRETE :


ARTICLE 2 : L’intéressé est tenu de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière d’exercice privé des professions sanitaires.

ARTICLE 3 : Cette licence est accordée exclusivement au titre de la législation sur la pharmacie et ne dispense pas l’exploitant de se conformer à toute autre réglementation pouvant lui être applicable, notamment en ce qui concerne les législations du travail et du commerce.

ARTICLE 4 : Le contrôle dudit établissement est effectué par l’Inspection de la Santé et la Direction Nationale de la Santé et l’Ordre National des Médecins.

ARTICLE 5 Monsieur Dramane Sékou DIARRA devra informer l’Inspecteur en Chef de la Santé, le Directeur de la National de la Santé, le Directeur Régional de la Santé, le Médecin Chef de sa résidence professionnelle de la date du début effectif de ses activités professionnelles.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 12 juin 2009

Le Ministre de la Santé,
Oumar Ibrahima TOURÉ

ARRETE N°09-1403/MS-SG DU 12 JUIN 2009 PORTANT OCTROI DE LA LICENCE D’EXPLOITATION D’UNE CLINIQUE MEDICALE.

LE MINISTRE DE LA SANTE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°85-41/AN-RM du 22 juin 1985 portant autorisation de l’exercice privé des professions sanitaires ;

Vu la Loi N°86-36/AN-RM du 12 avril 1986 portant institution de l’Ordre National des Médecins et le Code de déontologie médicale y annexé ;


Vu le Décret N°09-157/P-RM du 09 avril 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l’Arrêté N°89-2728/MSP-AS-CAB du 30 septembre 1989 fixant les délais de délivrance des autorisations d’exercer à titre privé des professions socio sanitaires ;

Vu l’Arrêté N°91-4319/MSP-AS-PF/CAB du 03 octobre 1991 fixant les modalités d’organisation d’exercer privé des professions médicales et paramédicales ;

Vu la Décision N°06-0591/MS-SG du 13 juin 2006 autorisant Madame DAGNOKO Assitan KONE, à exercer, à titre privé, la profession de Médecin ;

Vu la Demande de l’intéressée et les pièces versées au dossier ;


ARRETE :

ARTICLE 2 : L’intéressée est tenue de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en matière d’exercice privé des professions sanitaires.

ARTICLE 3 : Cette licence est accordée exclusivement au titre de la législation sur la pharmacie et ne dispense pas l’exploitant de se conformer à toute autre réglementation pouvant lui être applicable, notamment en ce qui concerne les législations du travail et du commerce.

ARTICLE 4 : Le contrôle dudit établissement est effectué par l’Inspection de la Santé et la Direction Nationale de la Santé et l’Ordre National des Médecins.

ARTICLE 5 : Madame DAGNOKO Assitan KONE devra informer l’Inspecteur en Chef de la Santé, le Directeur de la National de la Santé, le Directeur Régional de la Santé, le Médicin Chef de sa résidence professionnelle de la date du début effectif de ses activités professionnelles.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 12 juin 2009

Le Ministre de la Santé,
Oumar Ibrahima TOURE

MINISTERE DE L’ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DES COLLECTIVITES LOCALES

ARRETE N°09-1269/MATCL-SG DU 02 JUIN 2009 FIXANT L’ORGANISATION ET LES MODALITES DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE D’APPUI A LA DECONCENTRATION-DECENTRALISATION DE L’ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DES COLLECTIVITES LOCALES.

LE MINISTRE DE L’ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DES COLLECTIVITES LOCALES,

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°07-380/P-RM du 28 septembre 2007 portant nomination d’un Premier Ministre ;

Vu le Décret N°09-100/PM-RM du 11 mars 2009 portant création de la Cellule d’Appui à la Déconcentration – Décentralisation de l’Administration Territoriale et des Collectivités Locales ;

Vu le Décret N°09-157/P-RM du 09 avril 2009 portant nomination du membre du Gouvernement.

ARRETE :

ARTICLE 1° : Le présent arrêté fixe l’organisation et les modalités de fonctionnement de la Cellule d’Appui à la Déconcentration — Décentralisation de l’Administration Territoriale et des Collectivités Locales (CADD/ATCL).


ARTICLE 3 : Sous l’autorité du Ministre chargé de l’Administration Territoriale et des Collectivités Locales, le Chef de la Cellule est chargé de la programmation de la coordination et du contrôle des activités du service.

ARTICLE 4 : Outre le Chef de la Cellule, la Cellule d’Appui à la Déconcentration/Décentralisation comprend :

- un Chargé de la déconcentration ;
- un Chargé de la décentralisation ;
- un Chargé du renforcement des capacités ;
- un Chargé du suivi des programmes et projets ;
- un Chargé de la documentation ;
- un Chargé du suivi évaluation.

ARTICLE 5 : Le Chargé de la déconcentration a pour attributions :

- la réalisation d’études de la proposition de mesures en vue de réaliser la déconcentration des services de l’Administration Territoriale ;
- la participation à la conception et à la mise en œuvre d’outils destinés à améliorer le processus décisionnel et la qualité de la gestion dans les services du Ministère et des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 6 : Le Chargé de la déconcentration a pour attributions :

- le suivi du processus de transfert des compétences et des ressources de l’Etat aux Collectivités Territoriales ;
- la proposition au Ministre de toutes mesures tendant à assurer le transfert des ressources liées à l’exercice des compétences transférées aux niveaux commune, cercle, région et district de Bamako ;
CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL

DECISION Nº01/P-CESC FIXANT LA DATE D’OUVERTURE DE LA 1ère SESSION ORDINAIRE DE LA 4ème MANDATURE DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL.

LE PRESIDENT DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

Vu la Constitution ;
Vu la Loi N°92-031 du 19 octobre 1992 fixant l’organisation, le fonctionnement et les modalités de désignation des membres du Conseil Economique, Social et Culturel modifiée par la Loi n°94-024 du 03 juin 1994

Vu le Décret n°94-177 du 05 mai 1994 fixant les conditions de désignation des membres du Conseil économique, Social et Culturel modifié par le Décret n°04-333/P-RM du 13 août 2004

Vu le Décret n°09-608/P-RM du 12 novembre 2009 portant nomination des membres du Conseil Economique, Social et Culturel.

DECIDE :

ARTICLE 1° : La date d’ouverture de la 1ère session ordinaire de la 4ème mandature du Conseil économique, social et culturel est fixée au lundi 1er février 2010 au siège de l’Institution à Koulouba.

ARTICLE 2 : La présente décision sera publiée au Journal Officiel.

Koulouba, le 19 janvier 2010
Jeamile BITTAR
Officier de l’Ordre National

---------------

DECISION Nº02/P-CESC FIXANT LA DATE DE CLOTURE DE LA 1ère SESSION ORDINAIRE DE LA 4ème MANDATURE DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL.

LE PRESIDENT DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

Vu la Constitution ;
Vu la Loi N°92-031 du 19 octobre 1992 fixant l’organisation, le fonctionnement et les modalités de désignation des membres du Conseil Economique, Social et Culturel modifiée par la Loi n°94-024 du 03 juin 1994

Vu le Décret n°94-177 du 05 mai 1994 fixant les conditions de désignation des membres du Conseil économique, Social et Culturel modifié par le Décret n°04-333/P-RM du 13 août 2004

---------------------

Bamako, le 02 juin 2009
Le Ministre de l’Administration Territoriale
et des Collectivités Locales,
Général de Division Kafougouna KONE
Vu le Décret n°09-608/P-RM du 12 novembre 2009 portant nomination des membres du Conseil Economique, Social et Culturel.

DECIDE :

ARTICLE 1° : La date de clôture de la 1ère session ordinaire de la 4ème mandature du Conseil économique, social et culturel est fixée au lundi 15 février 2010 au siège de l'Institution à Koulouba.

ARTICLE 2 : La présente décision sera publiée au Journal Officiel.

Koulouba, le 19 janvier 2010

Jeannine BITTAR
Officier de l’Ordre National

ARTICLE 1° : Le bloc de fréquence 2300-2350 MHZ est affecté à Orange Mali SA pour l’extension de son réseau Boucle locale Radio large bande fixe et nomadique.

ARTICLE 2 : Les redevances y afférentes seront communiquées ultérieurement

ARTICLE 2 : La présente décision qui sera notifiée à Orange Mali SA sera publiée partout où besoin sera.

Bamako, le 25 mars 2010

Dr Choguel K. MAIGA

---

ANNES DES TELECOMMUNICATIONS

COMITE DE REGULATION
DES TELECOMMUNICATIONS

DECISION N°10-023/MCMT-CRT PORTANT ATTRIBUTION DE BLOCS DE FREQUENCIES DANS LA BANDE DE 2.3G

LE DIRECTEUR DU COMITE DE REGULATION DES TELECOMMUNICATIONS

Vu l’Ordonnance n°99-043/P-RM du 30 septembre 1999, régissant les télécommunications en République du Mali, telle que modifiée par la loi n°01-005 du 27 février 2001 ;

Vu le Décret n°01-263/P-RM du 21 juin 2001 fixant la procédure d’octroi d’une licence d’établissement et d’exploitation de réseaux et services de Télécommunications ;

Vu le Décret n°08-064/P-RM du 7 février 2008 portant nomination du Directeur du Comité de Régulation des Télécommunications ;

Vu l’Arrêté Interministériel n°04-2328/MCNT-MEF du 22 octobre 2004 portant barème tarifaire des redevances pour l’utilisation des fréquences radioélectriques ;

Vu l’Arrêté n°03-2735/MCNT-SG du 15 décembre 2003 portant établissement du plan d’allocation national des fréquences ;

Vu la demande de Orange Mali SA en date du 08 mars 2010 ;

DECIDE :

Suivant récépissé n°0056/G-DB en date du 30 janvier 2010, il a été créé une association dénommée : Association « Danaya » de Chauffeurs de Bamako, en abrégé (ACB-DANAYA).

But : Contribuer au développement socio-économique et éducatif du transport au Mali, promouvoir le transport en commun et privé au Mali à travers la sensibilisation, l’information sur le devenir du transport à Bamako et plus précisément au Mali, etc...

Siège Social : Bamako-Coura en Commune III du District dans la cour du parking voix Bamako.

LISTE DES MEMBRES DU BUREAU

Secrétaire général : Modibo DIAWARA

Secrétaire général adjoint : Mamadou DOUMBIA

Trésorier général : Aboubakar TRAORE

Trésorier général adjoint : Karim DIALLO

Secrétaire administratif : Salif DEMBELE

Secrétaire administratif adjoint : Abdramane KODJO

Secrétaire aux relations extérieures : Souleymane SAMAKE

Chef de Ligne : Baba DIARRA

Chef de ligne adjoint : Lassine KONATE

Secrétaire aux affaires sociales : Balla DIANE

Secrétaire aux sports : Youssouf TRAORE

Secrétaire à l’organisation : Zoumana DJILLA

Secrétaire à l’organisation adjoint : Makandian KONATE

Commissaire aux comptes : Modibo SANGARE

Commissaire aux conflits : Drissa CISSE
## CONDITIONS GÉNÉRALES DE BANQUE

<table>
<thead>
<tr>
<th>TYPE D'OPÉRATIONS</th>
<th>CONDITIONS</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1 – OUVERTURE DE COMPTES</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1 – PARTICULIERS</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Compte chèque salarié</td>
<td>Sans frais et sans 1er dépôt</td>
</tr>
<tr>
<td>- Date valeur :</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Débit : J-1 jour ouvré</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Crédit : J+1 jour ouvré</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Solde minimum</td>
<td>XOF Néant</td>
</tr>
<tr>
<td>Compte chèque non salarié</td>
<td>XOF 50 000 min. 1er dépôt-espèces</td>
</tr>
<tr>
<td>- Date valeur :</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Débit : J-1 jour ouvré</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Crédit : J+1 jour ouvré</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Solde minimum</td>
<td>XOF Néant</td>
</tr>
<tr>
<td>Compte Epargne ordinaire</td>
<td>XOF 25 000 min. 1er dépôt-espèces</td>
</tr>
<tr>
<td>- Date valeur :</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Débit : dernier jour de la quinzaine précédant le retrait</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Crédit : 1er jour de la quinzaine suivant le dépôt</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Solde minimum</td>
<td>XOF 25 000</td>
</tr>
<tr>
<td>Compte Epargne logement</td>
<td>XOF 50 000 min. 1er dépôt-espèces</td>
</tr>
<tr>
<td>- Date valeur :</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Débit : dernier jour de la quinzaine précédant le retrait</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Crédit : 1er jour de la quinzaine suivant le dépôt</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Solde minimum</td>
<td>XOF 50 000</td>
</tr>
<tr>
<td>Plan Epargne logement</td>
<td>XOF 50 000 min. 1er dépôt-espèces</td>
</tr>
<tr>
<td>- Date valeur :</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Débit : dernier jour de la quinzaine précédant le retrait</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Crédit : 1er jour de la quinzaine suivant le dépôt</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Solde minimum</td>
<td>XOF 50 000</td>
</tr>
<tr>
<td>Livret Epargne logement</td>
<td>XOF 50 000 min. 1er dépôt-espèces</td>
</tr>
<tr>
<td>- Date valeur :</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Débit : dernier jour de la quinzaine précédant le retrait</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Crédit : 1er jour de la quinzaine suivant le dépôt</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Solde minimum</td>
<td>XOF 50 000</td>
</tr>
<tr>
<td>2 – PERSONNES MORALES</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Compte courant</td>
<td>XOF 100.000 min. 1er dépôt-espèces</td>
</tr>
<tr>
<td>- Date valeur :</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Débit : J-1 jour ouvré</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Crédit : J+1 jour ouvré</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Solde minimum</td>
<td>XOF Néant</td>
</tr>
<tr>
<td>- Dépôt à terme</td>
<td>XOF 1000.000 min.- espèces</td>
</tr>
<tr>
<td>TYPE D'OPERATIONS</td>
<td>CONDITIONS</td>
</tr>
<tr>
<td>-------------------</td>
<td>------------</td>
</tr>
<tr>
<td>II - ARRETES DE COMPTES</td>
<td>14 % l'an + TAF/mensual</td>
</tr>
<tr>
<td>1 - Intérêts débiteurs</td>
<td>3,5 % l'an sans planfond</td>
</tr>
<tr>
<td>Compte de chèque particuliers et personnes morales</td>
<td>3,5 % l'an sans planfond</td>
</tr>
<tr>
<td>2 - Intérêts créditeurs</td>
<td>4,5 % l'an sans planfond</td>
</tr>
<tr>
<td>Comptes Epargne ordinaire</td>
<td>3,75 % minimum + TAF (négociable)</td>
</tr>
<tr>
<td>Comptes Epargne logement</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Plan Epargne logement</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Livret Epargne logement</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dépôt à terme</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>3 - Frais de tenue de compte</td>
<td>XOF 1.200/mensuel + TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>- Compte de chèques particuliers</td>
<td>XOF 5.500/mensuel + TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>- Compte de chèque personnes morales</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>III - OPERATIONS DE CAISSE ET VIREMENTS</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1 - Versements</td>
<td>Sans frais</td>
</tr>
<tr>
<td>2 - Retraits</td>
<td>Plafonné à XOF 1 000 000 les samedis</td>
</tr>
<tr>
<td>Comptes de chèques</td>
<td>Sans frais</td>
</tr>
<tr>
<td>Chèque</td>
<td>XOF 300 + TAF/opération</td>
</tr>
<tr>
<td>Chèque de guichet</td>
<td>Sans frais</td>
</tr>
<tr>
<td>- Compte Epargne ordinaire, Compte Epargne logement, Plan Epargne logement, livret d'Epargne Logement</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>3 - Dispositions à payer (DAP)</td>
<td>XOF 2.000 + TAF/opération</td>
</tr>
<tr>
<td>- Entre Agences nationales</td>
<td>XOF 15.000 + TAF/opération</td>
</tr>
<tr>
<td>- Agences de Paris et New York vers le Mali</td>
<td>XOF 15.000 + TAF/opération</td>
</tr>
<tr>
<td>- Autres</td>
<td>XOF 7.000 + TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>4 - Comptes à Comptes de Paris et New York</td>
<td>Sans frais</td>
</tr>
<tr>
<td>5 - Virements internes (ponctuels et permanents)</td>
<td>XOF 1.000 + TAF/opération</td>
</tr>
<tr>
<td>- Compte à compte du même client</td>
<td>XOF 1.000 + TAF/opération</td>
</tr>
<tr>
<td>- Compte d'un client au compte d'un autre client (même agence)</td>
<td>XOF 2.000 + TAF/mois</td>
</tr>
<tr>
<td>- Compte d'un client au compte d'un autre client (inter-agence)</td>
<td>XOF 1.000 + TAF/opération</td>
</tr>
<tr>
<td>- Gestion logements sociaux</td>
<td>XOF 1.000 + TAF/opération</td>
</tr>
<tr>
<td>6 - Virements permanents sur autres banques</td>
<td>XOF 1.000 + TAF/opération</td>
</tr>
<tr>
<td>7 - Virements émis (STAR-UEMOA et SICA) sur autres banques de la place</td>
<td>XOF 500 TTC</td>
</tr>
<tr>
<td>8 - Virements reçus (STAR-UEMOA et SICA) des autres banques de la place</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>9 - Frais traitement sur chaque salaire</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>TYPE D’OPERATIONS</td>
<td>CONDITIONS</td>
</tr>
<tr>
<td>-------------------</td>
<td>------------</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>IV – FRAIS DE CLOTURE DE COMPTES</strong></td>
<td><strong>XOF 5.000 + TAF</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>1 – Compte chèque personne physique</td>
<td><strong>XOF 10.000 + TAF</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>2 – Compte chèque personne morale</td>
<td><strong>XOF 10.000 + TAF</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>3 – Compte Epargne ordinaire, Compte Epargne logement, Plan Epargne logement, livret d’Epargne Logement, compte épargne commercial</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>V – OPERATIONS DE PORTEFEUILLE</strong></td>
<td><strong>XOF 5.000 + TAF</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>1 – Certification de chèque</td>
<td><strong>XOF 5.000 + TAF</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>2 – Annulation de chèque certifié</td>
<td>Sans frais-credit immédiat</td>
</tr>
<tr>
<td>3 – Encaissement sur remise chèque BHM</td>
<td><strong>XOF 1.000 TTC, date valeur : J+2</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>4 – Encaissement de chèque par compensation SICA</td>
<td><strong>XOF 1.000 TTC, date valeur : J+2</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>5 – Encaissement de chèque par STAR-UEMOA</td>
<td><strong>XOF 1.000 TTC, date valeur : J+2</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>6 – Encaissement de chèque hors place reçu d’autres banques</td>
<td><strong>XOF 5.000 +TAF</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>7 – Impayés sur encaissement chèque</td>
<td><strong>XOF 1.000 TTC</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>8 – Encaissement d’effets (traites)</td>
<td><strong>0,1 %+20.000 TTC, date val. : J+45 max.</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>- Sur place</td>
<td><strong>XOF 5.000 + TAF</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>- UEMOA.</td>
<td><strong>14 % l’an+TAF-max., date val.: 45 j</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>- Hors UEMOA</td>
<td><strong>14 % l’an+TAF-maximum</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>9 – Impayés sur encaissement d’effets (traites)</td>
<td><strong>0,2 %+TAF (XOF 15.000 minimum)</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>10 – Escompte de chèque</td>
<td><strong>10 jours-minimum</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>11 – Escompte de traites non avalisées</td>
<td><strong>10% l’an-autre banque et 8%-BHM</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>- Taux</td>
<td><strong>0,2%+TAF (XOF 15.000 minimum)</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>- Frais dossier</td>
<td><strong>10 jours-minimum</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>- Durée</td>
<td><strong>XOF 5.000+TAF</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>12 – Escompte de traites avalisées</td>
<td><strong>XOF 20.000+TAF</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>- Taux</td>
<td><strong>XOF 15.000+TAF</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>- Frais de dossier</td>
<td><strong>XOF 5.000+TAF</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>- Durée</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>13 – Operations annexes à l’escompte de traites</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Commission d’acceptation</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Commission de bordereau</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Commission de prorogation</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Commission de modification</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>VI – OPERATIONS AVEC L’ETRANGER</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1 – Emission Chèque de Banque</td>
<td><strong>0,70%</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>- Euro</td>
<td><strong>XOF 15.000</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>- Commissions de transfert</td>
<td><strong>20.000 jusqu’à 10 M et 40.000 au delà</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>- Frais Swift</td>
<td><strong>0,3 %</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>- Frais dossier</td>
<td><strong>15 %</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>- Commission Trésor</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- TAF</td>
<td><strong>0,70 %</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>- Devises</td>
<td><strong>XOF 15.000</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>- Commissions de transfert</td>
<td><strong>20.000 jusqu’à 10 M et 40.000 au-delà</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>- Frais Swift</td>
<td><strong>0,25 %</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>- Frais dossier</td>
<td><strong>0,3 %</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>- Commissions de change</td>
<td><strong>15 %</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>- Commission Trésor</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>TYPE D’OPERATIONS</td>
<td>CONDITIONS</td>
</tr>
<tr>
<td>-------------------</td>
<td>------------</td>
</tr>
<tr>
<td>2- Achat Euro (change manuel)</td>
<td>Sans frais</td>
</tr>
<tr>
<td>3- Vente Euro (change manuel)</td>
<td>2%+TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>4- Encaissement de chèque</td>
<td>0,1%+15.000+TAF, date val. J+15 max.</td>
</tr>
<tr>
<td>.................................</td>
<td>0,2%+20.000+TAF, date val. J+45 max.</td>
</tr>
<tr>
<td>.................................</td>
<td>XOF 5.000+TAF-frais corresp. Non compris 2%+TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>5- Impayés sur encaissement chèque à l’étranger</td>
<td>XOF 10.000</td>
</tr>
<tr>
<td>6- Achat/vente de traveller chèque</td>
<td>XOF 15.000</td>
</tr>
<tr>
<td>.................................</td>
<td>XOF 10.000</td>
</tr>
<tr>
<td>.................................</td>
<td>15%</td>
</tr>
<tr>
<td>7- Transfert émis par Swift en Afrique</td>
<td>0,5% min. 15.000</td>
</tr>
<tr>
<td>.................................</td>
<td>XOF 15.000</td>
</tr>
<tr>
<td>.................................</td>
<td>15.000 jusqu’à 10 M et 20.000 au-delà 0,6 %</td>
</tr>
<tr>
<td>.................................</td>
<td>15%</td>
</tr>
<tr>
<td>.................................</td>
<td>1%</td>
</tr>
<tr>
<td>.................................</td>
<td>XOF 15.000</td>
</tr>
<tr>
<td>.................................</td>
<td>15.000 jusqu’à 10 M et 20.000 au-delà 0,3 %</td>
</tr>
<tr>
<td>.................................</td>
<td>15%</td>
</tr>
<tr>
<td>.................................</td>
<td>1%</td>
</tr>
<tr>
<td>.................................</td>
<td>XOF 15.000</td>
</tr>
<tr>
<td>.................................</td>
<td>15.000 jusqu’à 10 M et 20.000 au-delà 0,25 %</td>
</tr>
<tr>
<td>.................................</td>
<td>0,6 %</td>
</tr>
<tr>
<td>.................................</td>
<td>15%</td>
</tr>
<tr>
<td>8- Transfert émis par Swift en Euro</td>
<td>XOF 1.000+TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>.................................</td>
<td>10- Transfert émis/reçus (Star-Uémoa, SICA) des autres banques de l’UEMOA</td>
</tr>
<tr>
<td>TYPE D'OPERATIONS</td>
<td>CONDITIONS</td>
</tr>
<tr>
<td>-------------------</td>
<td>------------</td>
</tr>
<tr>
<td>11 – Transferts reçus du Congo</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>0 à 2.000.000 XOF.</td>
<td>3,5 % + TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>2.000.001 à 4.000.001 XOF.</td>
<td>3 % + TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>4.000.001 à 20.000.000 XOF.</td>
<td>2 % + TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>Plus de 20.000.000 XOF.</td>
<td>1,5 % + TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>12 – Transfert reçus par Swift</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Client de la BHM-SA</td>
<td>0,1 %-min.XOF 10.000+TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>- Non client de la BHM-SA</td>
<td>1 %+TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>13 – Remise documentaire import/export</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Ouverture</td>
<td>0,50 %+TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>- Paiement</td>
<td>XOF 45.000+TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>- Modification</td>
<td>XOF 45.000+TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>- Prorogation</td>
<td>XOF 45.000+TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>- Frais bordereau</td>
<td>XOF 50.000+TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>- PDL</td>
<td>XOF 15.000+TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>- Frais Swift</td>
<td>XOF 10.000+TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>- Frais divers</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>14 – Domiciliation traite</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Ouverture</td>
<td>0,50 %+TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>- Paiement</td>
<td>XOF 20.000+TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>- Frais divers</td>
<td>XOF 5.000+TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>15 – Crédoc import</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Ouverture</td>
<td>0,50%+TAF - Trimestre indivisible</td>
</tr>
<tr>
<td>- Modification</td>
<td>0,50%+TAF - Trimestre indivisible</td>
</tr>
<tr>
<td>- Montant</td>
<td>0,50%+TAF - Trimestre indivisible</td>
</tr>
<tr>
<td>- Durée</td>
<td>XOF 100.000+TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>- Autres</td>
<td>0,20 % flat+TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>- Utilisation</td>
<td>XOF 30.000+TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>- Annulation</td>
<td>0,40 % flat + TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>- Paiement à vue ou à échéance</td>
<td>0,3 %</td>
</tr>
<tr>
<td>- Commission Trésor</td>
<td>XOF 20.000 + TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>- PDL</td>
<td>XOF 15.000 + TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>- Frais Swift</td>
<td>XOF 10.000 + TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>- Frais divers</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>16 – Crédoc export</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Confirmation</td>
<td>0,25 % + TAF - Trimestre indivisible</td>
</tr>
<tr>
<td>- Notification</td>
<td>0,10 % + TAF - Trimestre indivisible</td>
</tr>
<tr>
<td>- Modification</td>
<td>0,20 % + TAF - Trimestre indivisible</td>
</tr>
<tr>
<td>- Montant</td>
<td>0,15 % + TAF - Trimestre indivisible</td>
</tr>
<tr>
<td>- Durée</td>
<td>100.000 + TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>- Utilisation</td>
<td>50.000 + TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>- Paiement à vue ou à échéance</td>
<td>0,3 %</td>
</tr>
<tr>
<td>- Commission Trésor</td>
<td>XOF 20.000 + TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>- PDL</td>
<td>XOF 15 000 + TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>- Frais Swift</td>
<td>XOF 10.000 + TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>- Frais divers</td>
<td>XOF 5.000 + TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>17 – Domiciliation d'intention</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>18 – Port de lettre (PDL)</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
TYPE D'OPÉRATIONS

VII – OPERATIONS DE CRÉDITS

1-Aval de traite- cautions de toutes sortes et autres garanties donnée
   - Commissions (trimestre indivisible et perception au début).
     - Frais de dossiers
       • Jusqu'à XOF 5 000.000.
       • XOF 50.000.000 à 20 000 000.
       • XOF 20.000.001 à 50 000 000.
       • Plus de XOF 50. 000.001.

2-Crédits consommations aux particuliers
   - Taux
   - Durée
   - Frais de dossiers
     • Jusqu'à XOF 1.000.000.
     • Plus de XOF 1.000.000.
Remboursement anticipé.

3-Crédits moyen et long terme (immobiliers) aux particuliers
  3.1-Achat et terrain
     - Taux
     - Durée
     - Apport personnel
     - Frais de dossier
       • Jusqu'à XOF 2.500.000.
       • Plus de XOF 2.500.000.
Remboursement anticipé.

3.2-Achat de maison clef à main
     - Taux
     - Apport personnel
     - Durée
     - Frais de dossier
     • Jusqu'à XOF 5.000.000.
     • Plus de XOF 5.000.000.
Remboursement anticipé.

3.3-Construction de maison (auto-construction)
     - Taux
     - Apport personnel
     - Durée
     - Frais de dossier
     • Jusqu'à XOF 5.000.000.
     • Plus de XOF 5.000.000.
     - Remboursement anticipé.

4-Prêts scolaires
     - Montant
     - Durée
     - Jusqu'à XOF 50.000.
     • XOF 500.001 à 100.000.
     • XOF 101.000 à 300.000.
     • Plus de XOF 300.000.

CONDITIONS

5% l’an + TAF
XOF 15.000 +TAF
XOF 25.000 +TAF
XOF 50.000 +TAF
0,25% +TAF (max. 2.500.000)

14% l’an + TAF au maximum
24 mois
XOF 15.000 +TAF
XOF 25.000 +TAF
2% flat du cap. Remboursé/anticipation

14% l’an + TAF maximum
7ans maximum
20% minimum
XOF 15.000 +TAF
XOF 100.000 +TAF
2% flat du cap. Remboursé/anticipation

14% l’an + TAF maximum
20% minimum
20 ans maximum
XOF 50.000
XOF 100.000
2% flat du cap. Remboursé/anticipation

14% l’an + TAF maximum
20 ans maximum
20% minimum
XOF 50.000
XOF 100.000
2% flat du cap. Remboursé/anticipation

Maximum un mois de salaire net
1 à 10 mois
Frais dossier : XOF 3 000- Taux d’intérêt :
Néant
Frais dossier : XOF 5 000- Taux d’intérêt :
Néant.
Frais dossier : XOF 10 000 - Taux d’intérêt :
Néant.
Frais dossier : XOF 5% du montant accordé
- Taux d’intérêt : Néant.
<table>
<thead>
<tr>
<th>TYPE D'OPERATIONS</th>
<th>CONDITIONS</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>5 – Prêts Tabaski</td>
<td>Max. XOF 100.000/limite d’un mois de salaire</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>1 à 6 mois</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Frais dossier : XOF 3 000-Taux d’intérêt :</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Néant</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Frais dossier : XOF 5 000-Taux d’intérêt :</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Néant</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>11 % l’an+TAF avec bonif. Taux OMH</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>20 ans maximum</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>20 % minimum</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>XOF 50 000</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>XOF 100.000</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>2% flat du capital remboursé/anticipation</td>
</tr>
<tr>
<td>6 – Crédits immobiliers aux membres des Coopératives Habitat associations</td>
<td>Soumises aux conditions du crédit</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>14 % l’an+TAF maximum</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>20 % minimum</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>2 ans maximum</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>XOF 500.000</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>XOF 1.000.000+TAF</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>2 % flat du capital remboursé/anticipation</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>14 % l’an+TAF maximum</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>0,4 % l’an sur + haut découvert</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>XOF 10.000+TAF</td>
</tr>
<tr>
<td>7 – Crédits aux promoteurs immobiliers (programmes immobiliers)</td>
<td>14 % l’an+TAF maximum</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>0,4 % l’an sur + haut découvert</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>XOF 15.000+TAF</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>XOF 25.000+ TAF</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>XOF 50.000+ TAF</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>XOF 75.000 + TAF</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>0,25 % + TAF (maxi. XOF 1.000.000)</td>
</tr>
<tr>
<td>8 – Découvert-Avance sur salaire (aux salariés)</td>
<td>Euros 88 minimum 1er dépôt</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Euros 150 minimum 1er dépôt</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Euros 88 minimum 1er dépôt</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Euros 88 minimum 1er dépôt</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Euros 88 minimum 1er dépôt</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Euros 8 par versement</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Euros 16 par retrait</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Euros 9,75 par chèque</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Euros 13</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Euros 9,75 par TIP</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Euros 22,90</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Euros 6</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Euros 39</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>VIII – OPERATIONS SPECIFIQUES A L’AGENCE DE PARIS</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1 – Ouverture de comptes</td>
</tr>
<tr>
<td>Compte Epargne Logement</td>
</tr>
<tr>
<td>Plan Epargne Logement</td>
</tr>
<tr>
<td>Compte courant</td>
</tr>
<tr>
<td>Compte Epargne Ordinaire</td>
</tr>
<tr>
<td>Livret Epargne Logement</td>
</tr>
<tr>
<td>Frais sur Opérations diverses</td>
</tr>
<tr>
<td>Versements espèces</td>
</tr>
<tr>
<td>Retraits espèces</td>
</tr>
<tr>
<td>Remise de chèques</td>
</tr>
<tr>
<td>Domiciliation de salaire</td>
</tr>
<tr>
<td>TIP</td>
</tr>
<tr>
<td>DAP</td>
</tr>
<tr>
<td>Prélèvements impayés</td>
</tr>
<tr>
<td>Chèque impayé</td>
</tr>
</tbody>
</table>
TYPE D'OPÉRATIONS

VII - OPERATIONS DE CREDITS

1- Aval de traite- cautions de toutes sortes et autres garanties donnée
   - Commissions (trimestre indivisible et perception au début)
   - Frais de dossiers
   - Jusqu'à XOF 5 000,000.
   - XOF 50 000,000 à 20 000 000.
   - XOF 20 000,001 à 50 000 000.
   - Plus de XOF 50 000,001

2- Crédits consommations aux particuliers
   - Taux
   - Durée
   - Frais de dossiers
   - Jusqu'à XOF 1 000,000.
   - Plus de XOF 1 000,000

Remboursement anticipé

3- Crédits moyen et long terme (immobiliers) aux particuliers

3.1-Achat et terrain
   - Taux
   - Durée
   - Apport personnel
   - Frais de dossier
   - Jusqu'à XOF 2 500,000.
   - Plus de XOF 2 500,000.

Remboursement anticipé

3.2-Achat de maison clé à main
   - Taux
   - Apport personnel
   - Durée
   - Frais de dossier
   - Jusqu'à XOF 5 000,000.
   - Plus de XOF 5 000,000.

Remboursement anticipé

3.3-Construction de maison (auto-construction)
   - Taux
   - Apport personnel
   - Durée
   - Frais de dossier
   - Jusqu'à XOF 5 000,000.
   - Plus de XOF 5 000,000.

Remboursement anticipé

4-Prêts scolaires
   - Montant
   - Durée
   - Jusqu'à XOF 50,000.
   - XOF 50 000,001 à 100,000.
   - XOF 101 000 à 300 000.
   - Plus de XOF 300,000

CONDITIONS

5% l’an + TAF
XOF 15 000 + TAF
XOF 25 000 + TAF
XOF 50 000 + TAF
0,25% + TAF (max. 2 500 000)

14% l’an + TAF au maximum
24 mois
XOF 15 000 + TAF
XOF 25 000 + TAF
2% flat du cap. Remboursement/anticipation

14% l’an + TAF maximum
7 ans maximum
20% minimum
XOF 15 000 + TAF
XOF 100 000 + TAF
2% flat du cap. Remboursement/anticipation

14% l’an + TAF maximum
20% minimum
20 ans maximum
XOF 50 000
XOF 100 000
2% flat du cap. Remboursement/anticipation

14% l’an + TAF maximum
20 ans maximum
20% minimum
XOF 50 000
XOF 100 000
2% flat du cap. Remboursement/anticipation

Maximum un mois de salaire net
1 à 10 mois
Frais dossier : XOF 3 000- Taux d’intérêt : Néant
Frais dossier : XOF 5 000- Taux d’intérêt : Néant
Frais dossier : XOF 10 000 - Taux d’intérêt : Néant
Frais dossier : XOF 5% du montant accordé
- Taux d’intérêt : Néant
<table>
<thead>
<tr>
<th>XI – CARTE GIM PURE RETRAIT</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1 – Cotisation</td>
</tr>
<tr>
<td>- cotisation pour carte principal.</td>
</tr>
<tr>
<td>- cotisation pour carte secondaire.</td>
</tr>
<tr>
<td>2 – Retraite on US.</td>
</tr>
<tr>
<td>3 – Retraite domestique (national).</td>
</tr>
<tr>
<td>4 – Retraite Régional (hors Mali).</td>
</tr>
<tr>
<td>5 – Consultation domestique et régional.</td>
</tr>
<tr>
<td>6 – Edition mini-relevé on US.</td>
</tr>
<tr>
<td>7 – Edition RIB on US.</td>
</tr>
<tr>
<td>8 – Mise en opposition.</td>
</tr>
<tr>
<td>9 – Annulation carte.</td>
</tr>
<tr>
<td>10 – Remplacement carte.</td>
</tr>
<tr>
<td>11 – Rédition de PIN Mialer.</td>
</tr>
<tr>
<td>12 – Service courrier (intérieur du Mali).</td>
</tr>
<tr>
<td>13 – Service courrier (UEMOA, etc.).</td>
</tr>
<tr>
<td>14 – Cash advance on US/TPE.</td>
</tr>
<tr>
<td>15 – Cash advance Régional/TPE.</td>
</tr>
<tr>
<td>16 – Renouvellement carte.</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>XII – CARTE GIM PURE RETRAIT/PAIEMENT</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1 – Cotisation</td>
</tr>
<tr>
<td>1.1 – cotisation pour carte principal.</td>
</tr>
<tr>
<td>1.2 – cotisation pour carte secondaire.</td>
</tr>
<tr>
<td>2 – Retraite on US.</td>
</tr>
<tr>
<td>3 – Retraite domestique (national).</td>
</tr>
<tr>
<td>4 – Retraite Régional (hors Mali).</td>
</tr>
<tr>
<td>5 – Consultation domestique et régional.</td>
</tr>
<tr>
<td>6 – Edition mini-relevé on US.</td>
</tr>
<tr>
<td>7 – Edition RIB on US.</td>
</tr>
<tr>
<td>8 – Demande de chèquier on US.</td>
</tr>
<tr>
<td>9 – Mise en opposition.</td>
</tr>
<tr>
<td>10 – Annulation carte.</td>
</tr>
<tr>
<td>11 – Remplacement carte.</td>
</tr>
<tr>
<td>12 – Rédition de PIN Mialer.</td>
</tr>
<tr>
<td>13 – Service courrier (intérieur du Mali).</td>
</tr>
<tr>
<td>14 – Service courrier (UEMOA, etc.).</td>
</tr>
<tr>
<td>15 – Cash advance on US/TPE.</td>
</tr>
<tr>
<td>16 – Cash advance Régional/TPE.</td>
</tr>
<tr>
<td>17 – Renouvellement carte.</td>
</tr>
<tr>
<td>18 – Paiement Régional.</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>XIII – SERVICE SMS BANKING</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1 - Alert Solde/hebdomdaire.</td>
</tr>
<tr>
<td>2 - Alert solde/bi-mensuelle.</td>
</tr>
<tr>
<td>3 - Alert salaire/mois.</td>
</tr>
<tr>
<td>4 - Alert solde/mois.</td>
</tr>
<tr>
<td>5 - Toutes options.</td>
</tr>
</tbody>
</table>

|                       | XOF 2.000/trimestre + TAF |
|                       | XOF 1.500/trimestre + TAF |
|                       | XOF 50 + TAF              |
|                       | XOF 325 + TAF             |
|                       | XOF 435 + TAF             |
|                       | XOF 200 + TAF             |
|                       | XOF 150 + TAF             |
|                       | XOF 500 + TAF             |
|                       | XOF 5.000 + TAF           |
|                       | XOF 4.000 + TAF           |
|                       | XOF 2.500 + TAF           |
|                       | XOF 5.000 + TAF           |
|                       | XOF 10.000 + TAF          |
|                       | XOF 50 + TAF              |
|                       | XOF 1.500 + TAF           |
|                       | XOF 8.000 + TAF           |

|                       | XOF 3.000/trimestre + TAF |
|                       | XOF 2.000/trimestre + TAF |
|                       | XOF 50 + TAF              |
|                       | XOF 325 + TAF             |
|                       | XOF 435 + TAF             |
|                       | XOF 200 + TAF             |
|                       | XOF 150 + TAF             |
|                       | XOF 500 + TAF             |
|                       | XOF 5.000 + TAF           |
|                       | XOF 4.000 + TAF           |
|                       | XOF 2.500 + TAF           |
|                       | XOF 5.000 + TAF           |
|                       | XOF 10.000 + TAF          |
|                       | XOF 50 + TAF              |
|                       | XOF 1.500 + TAF           |
|                       | XOF 12.000 + TAF          |
|                       | Gratuit                   |

|                       | XOF 750 + TAF             |
|                       | XOF 500 + TAF             |
|                       | XOF 250 + TAF             |
|                       | XOF 250 + TAF             |
|                       | XOF 1.000 + TAF           |